

**José Antonio
Primo de Rivera**

ANTHOLOGIE
(Recueil de citations)
Seconde partie

EDITIONS NOTRE COMBAT



NATIONAL - SOCIAL - RADICAL

VII. CRITIQUE GÉNÉRALE DE LA POLITIQUE ESPAGNOLE

A

144. L'Espagne, depuis longtemps, menait une vie plate, pauvre, triste, écrasée entre deux dalles qu'elle n'avait pas encore réussi à briser : en haut, le manque d'ambition historique, en bas l'absence totale de justice sociale. Le manque d'ambition historique nous vient, depuis trente ou quarante ans, du pessimisme causé par l'impossibilité de trouver un intérêt qui nous lie tous en un effort commun pour une même cause. L'absence de justice sociale vient de ce que, si les horreurs de la grande industrie qui a déchainé sur le monde une de ses plus grandes crises, nous ont été épargnées – et nous ne cesserons jamais d'en remercier le ciel – la vie de nos campagnes, de nos petites villes et de nos villages est restée inhumaine, indéfendable, nous devons le reconnaître.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

145. Notre Espagne se trouvait, en partie, à l'abri de la crise universelle ; mais d'autre part elle était tourmentée par sa crise propre et comme absente d'elle-même par suite d'un déracinement particulier que le reste du monde ne connaissait pas.

« Tradition et Révolution », préface à J. Pérez de Cabo, Arriba España, août 1935.

146. [...] Je ne dois pas, maintenant, parler au nom de la piété filiale. Je dois parler comme membre d'une génération à qui il est échu de vivre après la Dictature, et qui, bon gré mal gré, doit juger d'un œil serein, et si possible du haut de l'Histoire, le phénomène historique et politique de la Dictature.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

147. La Dictature rompit l'ordre constitutionnel qui régnait avant son avènement et engagea la Patrie dans un processus révolutionnaire que, par malheur, elle ne sut pas conclure.

Id.

148. [...] La Dictature, qui renversa l'ordre constitutionnel, n'avait pas à se justifier par des arguments juridiques. Ce qui ne veut pas dire [...] qu'elle n'avait pas à se justifier comme fait historique, comme fait politique.

Id.

149. [...] la Dictature [...] échoua tragiquement et profondément parce qu'elle ne sut pas réaliser son œuvre révolutionnaire.

Id.

150. Le général Primo de Rivera [...] ceux qui auraient pu l'aimer ne le comprirent pas, et ceux qui auraient pu le comprendre ne l'aimaient pas.

Pour préciser, si les intellectuels qui désiraient, depuis longtemps la transformation de l'Espagne par en haut ou par en bas, l'avaient compris, la révolution pouvait se faire. Ils ne le comprirent pas, et, en revanche, l'aimèrent ceux qui, pour une raison ou pour une autre, n'avaient pas le moindre désir de faire une révolution quelle qu'elle fût.

Id.

151. En 1923, il n'existait aucune doctrine capable de remplacer dans les États qui existaient alors la doctrine libérale de la démocratie bourgeoise. Si vous voulez bien considérer que le général de 1923 suivait à peine de onze mois Mussolini, vous serez étonnés de penser qu'il eut à deviner toutes les bases d'un système idéologique qui a mis dix ou douze ans à produire la bibliographie avec laquelle il justifie sa naissance, maintenant, *a posteriori*. Le général Primo de Rivera ne l'avait pas à sa disposition, il devait aller de l'avant en devinant constamment la raison intime de chacun de ses actes, et c'est presque un miracle qu'il y ait réussi pendant six ans.

Id.

152. La Dictature, qui s'était incarnée en un homme vraiment extraordinaire – et je suis sûr que personne ne me le contestera – un homme qui avait – c'est Ortega y Gasset, un de ses plus constants adversaires, qui l'a dit – une âme chaude, mais en outre l'esprit froid, et la tête claire et qui possédait, comme peu d'hommes, la faculté d'intuition, de divination et de compréhension, la Dictature manquait d'une chose indispensable pour faire aller un régime de l'avant : l'élégance dialectique.

Id.

B

153. La Monarchie espagnole avait été l'instrument historique d'une des plus grandes destinées universelles. Elle avait fondé et maintenu un Empire, et cela simplement par le fait de sa vertu fondamentale : l'unité de commandement. Sans unité de commandement, on n'arrive à rien. Mais la Monarchie a cessé d'être l'unité de commandement depuis longtemps. Sous Philippe III, déjà, le Roi ne commandait plus. Il restait le signe apparent, mais l'exercice du pouvoir était tombé dans les mains d'hommes vigoureux,

de ministres : de Lerma, d'Olivares, d'Aranda, de Godoy. Quand vient Charles IV, la Monarchie n'est plus qu'un simulacre sans substance. La Monarchie qui a fait ses débuts dans les campements militaires, s'est réfugiée aux Cortes. Le peuple espagnol est implacablement réaliste. Il exige de ses saints patrons qu'ils lui donnent la pluie quand elle fait défaut et s'ils ne la lui accordent pas, ils les tournent de dos sur l'autel. Il n'a jamais compris ce simulacre de Monarchie sans pouvoir. C'est pour cela que, le 14 avril 1931, le simulacre tomba de son trône, sans même trouver pour le défendre un piquet de hallebardiers.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

154. Devant le problème de la Monarchie, nous ne pouvons nous laisser entraîner, fût-ce pour un instant, par la nostalgie ni par la rancune. Nous devons nous placer devant ce problème avec la rigueur impassible d'hommes qui assistent à un spectacle décisif dans le cours de l'Histoire. La question est celle-ci : « *La Monarchie espagnole, l'antique et glorieuse Monarchie espagnole, est-elle tombée parce qu'elle avait achevé son cycle d'existence, parce qu'elle avait accompli sa mission, ou bien a-t-elle été chassée alors qu'elle conservait sa fécondité pour l'avenir ?* » Voilà ce qu'il faut se demander et c'est seulement ainsi qu'on peut poser le problème d'une façon intelligente.

Eh bien, nous – vous m'avez bien suivi ? – nous pensons, sans l'ombre d'irrévérence, de rancœur ou d'antipathie, et beaucoup d'entre nous avec mille motifs d'affection, que la Monarchie espagnole avait accompli son cycle et que, vidée de toute substance, elle est tombée, le 14 avril 1931, comme un fruit mort. Nous constatons sa chute avec toute l'émotion qui convient et nous éprouvons le plus profond respect pour les partis monarchiques qui croient encore en son avenir et lancent leurs hommes à sa reconquête ; mais nous, quels que soient nos regrets, quelles que soient les réserves sentimentales et les nostalgies respectables de certains d'entre nous, nous ne pouvons orienter l'élan nouveau de la jeunesse qui nous suit vers la restauration d'une institution que nous estimons glorieusement défunte.

Id.

C

155. [...] la République espagnole, dont personne, je crois, ne met en doute la légitimité, n'est pas née des élections du 12 avril. Quand le Comité révolutionnaire publia dans la « Gazette » qu'il était maître du pouvoir, les messieurs qui composaient ce Comité signèrent leur décret du 15 avril, non au titre de Conseillers élus, mais de membres du Comité révolutionnaire qui révolutionnairement, venait d'imposer son pouvoir au corps politique espagnol, comme conséquence exorbitante de quelques élections municipales.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

156. Il n'y a pas eu souvent de moment plus propice pour ouvrir un nouvel et grand chapitre de l'histoire de la Patrie. [...] Il n'y avait pas de ressentiments à couvrir, de justices à exécuter, à peine quelques larmes à sécher. Un espoir lumineux brillait, pour tout un peuple, vers l'avenir. Vous vous souvenez de l'allégresse du 14 avril, et certainement beaucoup d'entre vous y ont pris part. Comme toutes les allégresses populaires, elle était imprécise et ne percevait pas ses propres raisons ; mais elle recelait, au fond d'elle-même, comme tous les mouvements populaires, des mobiles précis et profonds. L'allégresse du 14 avril, c'était la rencontre, une fois de plus, du peuple espagnol avec la vieille nostalgie de sa révolution toujours pendante. Le peuple espagnol avait besoin de sa révolution et il croyait l'avoir faite le 14 avril 1931. Il le croyait, et cette date semblait lui promettre deux grandes choses, longuement convoitées : la restauration d'une âme nationale commune et l'établissement d'une vie matérielle humaine pour tous les Espagnols.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

157. Dans ce matin d'avril, il n'y avait plus ni socialistes, ni libéraux, ni ouvriers, ni bourgeois. Nous ne faisons plus qu'un, nous étions une masse pleine d'espoir qui s'offrait à être modelée par les meilleurs. Que s'était-il passé pour que des hommes endurcis pendant des années par des ambitions différentes fussent ainsi confondus dans une même émotion ?

Il s'était simplement passé ceci : comme il advient chaque fois que la température spirituelle atteint un degré élevé, la végétation touffue des programmes s'était volatilisée, les illusions concrètes avaient flambé et source chaude et souterraine que nous portons tous en nous, souvent sans le savoir, plus forte que tous les obstacles, avait jailli à l'air libre. Une fois de plus resplendissait la nature religieuse et mystérieuse des grands moments populaires : on ne croyait plus en ceci ou en cela, en celui-ci ou en celui-là, on respirait la joie du moment présent. Le peuple n'exprimait pas sa confiance en tel ou tel programme, mais sa certitude d'avoir atteint une miraculeuse capacité de divination. Les divergences entre les uns et les autres qui, jusqu'à la veille, semblaient des montagnes avaient disparu. On eût dit que, sans savoir comment, nous avions appris à voler, et que, du haut de notre vol, tout paraissait petit. Si, le 14 avril, il n'y avait pas eu autre chose que les programmes et les hommes connus, on n'aurait pu en espérer grand'chose. Mais il y avait cette autre chose importante : l'allégresse qui, pour s'exprimer si confusément, n'en contenait pas moins plus de précision que tous les programmes et surtout l'aspiration fervente à la restauration de l'unité spirituelle de l'Espagne, sur de nouvelles bases d'existence matérielle pour le peuple : Patrie et Justice pour un peuple endolori ; « Nation et Travail », dira plus tard Ortega y Gasset.

« Les jeunes dans la tempête », Arriba, 7 novembre 1935.

158. [...] La révolution du 14 avril n'apportait rien moins que ceci, et c'était son apport le plus profond et le plus intéressant : l'incorporation des socialistes à une œuvre de gouvernement non exclusivement prolétarienne.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

159. Chaque fois qu'on a pu entrevoir la résurrection d'une aspiration nationale commune la lutte des partis l'a fait avorter. La dernière fois, ce fut le 14 avril, il y a trois ans. À cette date, au prix de la chute, déplorée par beaucoup, d'une institution millénaire, une promesse de joie et d'espoir collectifs était apparue aux yeux de presque tous.

« Un manifeste à l'Espagne », FE, 26 avril 1934.

160. Les hommes du 14 avril semblaient revenir au patriotisme, et par le chemin le meilleur : le chemin amer de la critique. En cela résidait leur promesse de fécondité [...].

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

D

161. Le premier gouvernement de la République naquit sous le signe de la médiocrité fanfaronne : c'était une aimable anticipation de ceux que nous avons connus depuis 1933.

« Azaña. La révolution, occasion d'un César », Arriba, 31 octobre 1935.

162. Les hommes du 14 avril encourent devant l'Histoire la terrible responsabilité d'avoir fraudé une fois de plus la Révolution espagnole. Les hommes du 14 avril n'ont pas fait ce que promettait le 14 avril.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

163. Nous avons assisté au spectacle de certaines Cortes qui, convaincues que leur triomphe les autorisait à faire tout ce que bon leur semblait lé firent réellement jusqu'à en écraser le reste des mortels.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

164. [La République] au lieu de s'appliquer à améliorer le sort du peuple par une politique généreuse, l'irrita par une propagande agressive pour le laisser ensuite sans rien, affamé comme avant et un peu plus enragé. Un marxisme cru et hostile s'opposa à l'harmonisation du national et du social. La politique sociale prit en beaucoup d'endroits un air d'insolence, une arrogance de victoire.

Les enfants, dans les écoles, commencèrent à lever le poing, et les ouvriers socialistes à vous regarder dans la rue avec la hauteur de gens qui ne tolèrent la vie des autres que par pure condescendance. Un air russe, asiatique, oppresseur, planait sur tout cela. La dictature du prolétariat s'annonçait !

« Les jeunes dans la tempête », Arriba, 7 novembre 1935.

165. [...] C'est une pure perte de temps, pour un régime, que de vouloir établir les responsabilités des régimes antérieurs.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

E

166. L'apparition [d'Azaña] semblait augurer un changement de style. Azaña n'était pas populaire : c'était un des intellectuels de la minorité, un écrivain distingué et dédaigneux, un dialecticien rigoureux, froid, probe et original. Depuis son apparition au premier plan sous les feux de l'action publique, il s'était montré libéré, en apparence, de la médiocrité collective et plein de mépris pour les acclamations. C'était sans aucun doute, un homme politique très intéressant, un homme arrivé au poste de commandement le plus élevé, sans effort ni compromissions, en un temps singulièrement propice, et qui préparait ses instruments pour retailer le monde à sa guise. Les vieux radicaux et radicaux-socialistes n'avaient plus rien à révéler. Cet universitaire renfermé et mystérieux était peut-être capable de réaliser de surprenantes expériences. Quelle fut la cause de l'échec d'Azaña ? Peut-être ses qualités d'homme politique furent-elles paralysées par de vieilles rancunes personnelles. Peut-être ces qualités superficielles – et extraordinaires – d'homme politique furent-elles stérilisées par l'absence d'un souffle fécond [...]. Azaña ou la stérilité ! C'est le titre qu'on pourrait donner à un essai sur sa carrière politique. Tout un jeu compliqué et précis de leviers et d'engrenages [...], mais pas de moteur ! Azaña fut un esthète de la politique avant de devenir un esthète de la cruauté. Ses actions les meilleures, celles qui ne furent pas de simples stupidités agressives, n'eurent que la valeur d'arabesques inutiles. C'est avec un sentiment quasi sportif de l'Histoire qu'il jouait son jeu, pour le plaisir, non pour le résultat. Il était comme ces champions de course à pied qui ne courent pas pour arriver au but – où rien ne les attend –, mais simplement pour courir. Sa politique en devint monstrueuse. Pour ceux qui ne pouvaient concevoir l'esthétique alambiquée qu'elle couvrait, c'était une torture incompréhensible et diabolique.

L'Espagne, tour à tour fascinée et torturée, passa entre les mains de ce dictateur comme entre celles d'un masseur asiatique. Quand il quitta le pouvoir, elle se sentit soulagée comme quelqu'un qui vient de retrouver le repos.

« Azaña. La révolution, occasion d'un César », Arriba, 31 octobre 1935.

167. [...] Le reproche politique que l'on peut faire à M. Azaña, l'accusation vraiment grave que l'on a le droit de porter contre lui est la suivante : M. Azaña a eu entre les mains une de ces possibilités qui s'offrent aux peuples une fois tous les cinquante, soixante ou cent ans : M. Azaña aurait pu, tout simplement, faire la révolution espagnole, l'impérieuse, l'indispensable révolution espagnole.

« Comment s'administre la justice historique », discours au Parlement, 21 mars 1935.

168. Azaña reviendra au gouvernement. La foule qui écoutait sa voix le 20 octobre l'y portera en triomphe, une fois de plus, fût-ce par le chemin des urnes électorales. Il tiendra de nouveau dans ses mains l'occasion césarienne de réaliser, au besoin contre les vociférations de la masse, le destin révolutionnaire qui l'aura élu deux fois. De nouveau l'Espagne, vierge aux flancs larges, terrifiée et pleine d'espoir, lui donnera l'occasion de s'emparer de son secret. S'il le découvre et seulement dans ce cas, il aura un message puissant à clamer pour dominer la rumeur des masses rouges qui l'auront porté sur le pavois. Mais Azaña ne découvrira pas le secret : il se livrera à la masse, qui fera de lui un mannequin servile, ou voudra s'opposer à elle sans posséder l'autorité que confère une grande tâche, et la masse l'écrasera, et l'Espagne avec lui.

« Azaña. La révolution, occasion d'un César », Arriba, 31 octobre 1935.

F

169. Droite et gauche sont des valeurs incomplètes et stériles. La droite, à force de vouloir ignorer l'angoisse économique des temps présents, a fini par priver de valeur humaine ses invocations religieuses et patriotiques. La gauche, à force de fermer les âmes populaires à tout ce qui est spirituel et national, a fini par faire dégénérer la lutte économique en un acharnement de bêtes fauves. Aujourd'hui, deux conceptions totalitaires du monde sont face à face. Quelle que soit celle qui l'emportera le cours des événements sera définitivement interrompu : ou bien la conception spirituelle, occidentale, chrétienne et espagnole de la vie remportera la victoire, avec tout ce qu'elle suppose de service et de sacrifice, mais aussi avec tout ce qu'elle donne de dignité individuelle et d'honneur national, ou bien ce sera la conception matérialiste russe de l'existence,

qui outre qu'elle soumettra les Espagnols au joug féroce de l'armée rouge et d'une police implacable, démembrera l'Espagne en républiques locales.

« La voix du chef depuis la prison », manifeste rédigé dans la prison de la Direction de la Sécurité générale de Madrid, 14 mars 1936.

170. Sous ces expressions superficielles, droite, gauche, est caché quelque chose de profond. On peut résumer ainsi l'essentiel de ces deux attitudes : la droite estime que les buts généreux de l'État justifient n'importe quel sacrifice individuel et que l'on doit subordonner n'importe quel intérêt personnel à l'intérêt collectif. La gauche, au contraire, pose comme affirmation primordiale celle de l'individu, à qui tout est subordonné. Son intérêt est la fin suprême, et rien qui y attente n'est considéré comme licite.

Mais, d'après ces définitions, le communisme serait de droite ? Car le communisme subordonne tout à l'intérêt de l'État ; en aucun pays, il n'existe aussi peu de liberté qu'en Russie ; en aucun, l'oppression n'est aussi étouffante. Mais on sait que la fin dernière du communisme est une organisation sans État ni classe, une anarchie égale et parfaite. Ainsi l'ont proclamé les chefs communistes : après une dure étape de rigueur dictatoriale, ce sera, ou à peu près, le régime du collectivisme anarchique.

Dans les époques grossières, comme celle que nous traversons, les profils de ces deux constantes se brouillent. Ce qui explique que les ultra-conservateurs se sentent de gauche, c'est-à-dire individualistes, quand il s'agit de défendre leurs intérêts. Tant la droite que la gauche se mêlent et se contredisent elles-mêmes parce qu'elles ont tourné le dos à l'esprit fondamental de leurs données constantes.

Conférence « État, Individu, Liberté », 28 mars 1935.

171. La droite veut conserver la Patrie, l'unité, l'autorité, mais elle se désintéresse de l'angoisse de l'homme, de l'individu, du semblable qui n'a pas de quoi manger.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

172. La droite aspire à maintenir une organisation économique, même injuste ; et la gauche, au fond, désire détruire une organisation économique même, si en la détruisant, on arrache beaucoup de choses bonnes.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

173. La constante de gauche est de s'intéresser au sort de l'individu contre le sort de l'architecture historique et politique comme si c'étaient des termes opposés. L'esprit de gauche est pour cette raison dissolvant, corrosif,

ironique et, comme il a pour exposants une grande collection de personnalités brillantes, il est très apte à détruire et presque jamais à construire.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

174. [La droite et la gauche] couvrent leur insuffisance avec des mots. Les uns invoquent la Patrie sans la ressentir ni la servir le moins du monde ; les autres voilent leur dédain, leur indifférence pour le problème profond de l'homme, de formules qui ne sont que des manifestations verbales, sans aucune signification.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

G

175. Il est juste que les urnes ressemblent au tambour de la loterie. Qu'une boule roule la première dans un trou, ou qu'un paquet de bulletins en écrase un autre, cela se vaut. Ainsi en décide quelque démon chargé des hasards de la loterie [...], c'est-à-dire quelque esprit, bon ou mauvais, de justice, de représailles ou d'hystérie. Pur hasard ! Une bonne plaisanterie contre un candidat peut, en dernière heure, le priver de la victoire. La démangeaison de renverser un gouvernement qui l'irrite peut déterminer un peuple à détruire mille choses.

« La victoire sans ailes », FE, 7 décembre 1933 (censuré), Arriba, 12 décembre 1933.

176. Et il y a des gens qui croient qu'à ce tirage on n'a gagné rien moins que la Contre-révolution. Et beaucoup sont très contents !

Une fois de plus, l'Espagne, cherche à cicatriser à faux, à fermer la plaie sans que soit résolu le processus interne, en propres termes à tenir pour liquidée une révolution quand la Révolution continue à vivre à l'intérieur, plus ou moins bien couverte par la mince pellicule sortie des urnes.

« La victoire sans ailes », FE, 7 décembre 1933 (censuré), Arriba, 12 décembre 1933.

177. [...] de l'école populiste, que voulez-vous espérer ? L'école populiste est comme une de ces grandes fabriques allemandes où l'on produit des « ersatz » de presque toutes les choses authentiques. Que surgisse dans le monde, par exemple, le phénomène socialiste, l'impulsion sanguinaire, violente et authentique des masses socialistes, aussitôt l'école populiste, riche en fichiers et en jeunes hommes avisés, pleins de sagesse et de courtoisie, mais qui ressemblent étrangement à ceux que forment les écoles maçonniques les plus raffinées, produit un « ersatz » du socialisme

et organise une chose qui se nomme démocratie chrétienne : en face de Maisons du Peuple, des Maisons du Peuple, en face des fichiers, d'autres fichiers, en face des lois sociales, d'autres lois sociales. On s'applique à écrire des mémoires sur la participation aux bénéfices, sur les retraites ouvrières et mille autres jolies choses. Le malheur est que les ouvriers authentiques n'entrent pas dans les cages élégantes du populisme et ces cages élégantes n'arrivent pas à se réchauffer. Que surgisse dans le monde le fascisme, avec sa valeur de lutte, de soulèvement, de protestation de peuples opprimés contre l'adversité, son cortège de martyrs et ses espoirs de gloire, et aussitôt le Parti populiste se lève et part, mettons pour l'Escorial, pour que personne ne se sente visé, et organise là un défilé de jeunes, avec drapeaux, voyages payés et tout ce qu'on voudra, sauf la valeur juvénile, révolutionnaire et forte des jeunesses fascistes.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

178. La droite n'a tiré de sa victoire que des conséquences égoïstes et conservatrices. Elle a abrogé la Loi de Réforme agraire, qui était mauvaise, non pour la remplacer par une bonne, mais pour la remplacer par un simulacre ironique qui ne donnera pas de terres aux paysans espagnols avant deux siècles ; elle assiste sans angoisse au retour à des salaires de famine ; elle ne consacre guère au problème du chômage que du verbiage. En un mot, elle se croise les bras devant la persistance d'une vie triste, misérable, antihygiénique, amère et désespérée.

« Les jeunes dans la tempête », Arriba, 7 novembre 1935.

179. Si la droite triomphante en 1933 avait eu un message quelconque à transmettre à l'Espagne, le César abattu de la Révolution d'avril n'aurait pas redressé la tête. Mais il est inutile de chercher des précédents à la maladresse inconcevable de la droite espagnole. Au lieu d'effacer le souvenir de l'adversaire par une œuvre forte et profonde, elle n'a pas fait autre chose que de le maintenir par une campagne de diffamation lourde et laide et de s'endormir dans une indolence mortelle, impardonnable dans des heures révolutionnaires comme celles que nous vivons. La politique de ces deux ans (les stupides deux ans, comme je les ai déjà appelés) a été stérilement conservatrice de tout ce qui pouvait empêcher la confiance joyeuse dans l'avenir. Politique hybride : ni complètement laïque, pour ne pas blesser les catholiques, ni inspirée de sentiments religieux, pour ne pas vexer les vieux radicaux mangeurs de curés, ni généreux dans l'ordre social, pour respecter l'égoïsme des vieux caciques agraires, ni même dépourvue à l'occasion de quelque platonique déclaration démocrate-chrétienne due à la plume du señor Jiménez, canoniste inquiet.

« Azaña. La révolution, occasion d'un César », Arriba, 31 octobre 1935.

180. La paix et la sieste. Voilà tout ce que désire la plus grande partie de cette Espagne qui vient, par sa Constitution, de renoncer à la guerre parce qu'elle a, par dégénérescence, perdu le goût de l'héroïsme.

« Pendant que l'Espagne fait la sieste », Haz, 19 juillet 1935.

181. On dirait qu'une lourde malédiction empêche notre patrie de devenir une réalité harmonieuse et solide, au lieu d'un perpétuel projet de réalité, toujours à l'état de brouillon incertain.

« Un manifeste à l'Espagne », FE, 26 avril 1934.

I

182. L'insolence de la gauche, à l'Assemblée Constituante, était pénible. Mais l'allure « fils à papa » satisfaite de ces Cortes, les sourires stupides de la majorité actuelle devant l'angoisse profonde de l'Espagne, ne nous plaisent pas davantage.

Nous les jeunes, qui sommes mus par des impulsions spirituelles et libérés de l'égoïsme brutal des vieux caciques, nous aspirons à une Espagne faite de grandeur, de justice, d'ordre et de foi.

« Les jeunes dans la tempête », Arriba, 7 novembre 1935.

183. Ne remarquez-vous pas qu'on respire une atmosphère semblable à celle des derniers jours de 1930, où nous sentions tous la proximité du gouffre ? Tout ça se meurt, et se meurt après une vie de stérilité.

Discours de clôture du deuxième congrès de la Phalange, Madrid, 17 novembre 1935.

184. après tout, s'il n'arrivait, rien d'autre que l'écroulement de cette baraque, dont nous avons tous prévu et désiré la fin, nous, n'aurions rien de mieux à faire qu'à rester simples spectateurs. Mais ce n'est pas cela seulement. À la veille de l'écroulement, nous nous demandons avec angoisse : *« Oui, mais après ? »*

Id.

J

185. Le séparatisme local est le signe de la décadence et surgit au moment même où l'on oublie que la Patrie n'est pas la sensation immédiate, physique, que nous percevons en nous-mêmes dans notre spontanéité primitive.

Discours de proclamation de la Phalange Espagnole des JONS au Théâtre Calderon de Valladolid, 4 mars 1934.

186. La perte de l'unité (territoriale, spirituelle, historique) est-elle moins évidente ici qu'en d'autres lieux ? On peut toujours dire qu'il vaut mieux attendre que les choses tournent encore plus mal. Mais si l'on peut faire quelque chose tout de suite, quel avantage y a-t-il à attendre les moments désespérés ? Surtout quand on prépare, au pouvoir, une dictature socialiste qui, si elle réussissait, mettrait l'Espagne dans l'impossibilité de se retrouver.

Id.

187. On a dit que l'autonomie est la reconnaissance de la personnalité d'une région ; que l'autonomie s'acquiert justement par les régions les plus différenciées, qui présentent des caractères plus typiques, qui ont atteint leur majorité ; je serais heureux – et je crois que l'Espagne nous serait reconnaissante a tous – de méditer un peu sur cette question. Si nous concédons l'autonomie comme prime à la différenciation, nous courons le risque très grave de faire de l'autonomie un stimulant à la différenciation. Si une région acquiert son autonomie parce qu'elle est devenue différente, dans ses caractères essentiels, du reste de l'Espagne, nous courons le risque en accordant cette autonomie, d'inviter les régions à approfondir leurs différences avec le reste de l'Espagne, c'est pour cela que je prétends que, quand une région sollicite son autonomie, ce que nous devons chercher à savoir, ce n'est pas si elle a des caractères propres et bien marqués, mais jusqu'à quel point est enraciné en elle le sens de l'unité de destin. Si la conscience de l'unité de destin est solidement ancrée dans l'âme collective d'une région, il n'y a presque aucun danger à lui accorder des libertés pour lui permettre d'organiser à son gré sa vie propre.

« Espagne et Catalogne », discours au Parlement, 30 novembre 1934.

188. Une région est majeure quand elle a acquis une conscience si forte de son unité de destin dans l'ensemble de la patrie que le relâchement des liens administratifs ne fait plus courir aucun danger à cette unité.

« L'Espagne est irrévocable », FE, 19 juillet 1934.

189. Tous ceux qui ont le sens de l'Espagne crient « *Vive la Catalogne* » et vivent toutes les terres sœurs dans la mission admirable, éternelle et glorieuse que nous ont léguées, avec le nom d'Espagne, des siècles d'effort.

« À propos de la Catalogne », discours au Parlement, 4 janvier 1934.

190. [...] quand nous employons le terme d'Espagne, il y a quelque chose en nous qui s'émeut – et cela se passe sur un plan beaucoup plus élevé que le désir mesquin d'offenser un régime, ou une terre si noble, si grande, si illustre et si aimée que la terre de Catalogne !

Id.

191. Nous devons étudier de nouveau la Catalogne. Nous devons de nouveau l'observer avec amour, avec intelligence, mais sans hâte, sans solutions préconçues, pour voir si le sens de l'unité du destin national est bien affermi en elle.

« Espagne et Catalogne », discours au Parlement, 30 novembre 1934.

K

192. Le soulèvement de la Généralité de Catalogne n'a été qu'un épisode de la subversion totale par laquelle on a essayé de consommer l'anéantissement de l'Espagne.

« Une leçon proclamée », Arriba, 18 avril 1935.

193. [...] Le coup, heureusement pour le gouvernement et pour tout le monde, revêtit un caractère antinational ; ses chefs furent assez stupides pour arborer la bannière du séparatisme, qui suscita mue répulsion instinctive, même dans les plus basses couches populaires. Les prolétaires mêlés à la tentative s'assombrèrent et s'arrêtèrent pour la raison suivante : un homme du peuple espagnol, quelle que soit la quantité de propagande internationaliste qu'on lui ait enfoncée dans l'aine, répugne toujours à suivre le drapeau antinational du séparatisme.

« Le 6 Octobre, l'État de guerre et la Phalange », discours au Parlement, 25 janvier 1935.

194. Les révolutionnaires ont eu un sens mystique, satanique peut-être, mais en tout cas mystique, de leur révolution et à ce sens mystique, la Société, le gouvernement n'ont pu opposer le sens mystique d'un devoir permanent et valable en toute circonstance.

« Doctrine de la révolution espagnole », Discours au Parlement, 6 novembre 1934.

195. Le gouvernement a complètement manqué à son devoir, qui était de mater net la rébellion, et de lui imposer un dénouement sinon cruel du moins propre et rapide. Outre ce devoir, le gouvernement en avait un autre, celui de déterminer les causes d'injustice interne, de manque de solidité et d'auto-justification qui avaient permis à une minorité audacieuse de se lancer à l'assaut du pouvoir. Le gouvernement devait faire son examen de conscience, comme il faut toujours le faire au lendemain d'une victoire, pour avoir sur quels points pouvaient avoir raison les vaincus, et empêcher que d'autres ne tentent de réussir un jour là où ils ont échoué.

Cela, le gouvernement le fait chaque jour un peu moins ; car chaque jour, il se rend un peu moins compte des raisons de sa propre existence.

« Le 6 Octobre, l'État de guerre et la Phalange », discours au Parlement, 25 janvier 1935.

196. Le gouvernement sait parfaitement bien tous les appuis qu'il avait autour de lui le 7 octobre. Je ne rappellerai pas une seconde fois que c'est l'impulsion joyeuse de mes compagnons et militants qui se manifesta en premier lieu à la Puerta del Sol, avec moi-même à leur tête. Mais j'ajoute que c'était surtout pour crier au Gouvernement : « *Vous êtes arrivés à une date décisive, si décisive qu'elle peut avoir pour l'Espagne des conséquences infinies.* »

Id.

197. Ni l'État espagnol, ni la société espagnole ne se seraient défendus avec vigueur contre la révolution, si un facteur, qui nous semble toujours imprévu mais qui ne manque jamais un rendez-vous dans les occasions historiques, n'était entré en jeu : le génie profond de l'Espagne, qui, aujourd'hui comme toujours, sous l'uniforme militaire de jeunes soldats énergiques, d'officiers magnifiques, de vétérans solides et de volontaires prompts à s'enrôler a rendu, une fois de plus, à l'Espagne l'unité et la paix.

« *Doctrine de la révolution espagnole* », *Discours au Parlement*, 6 novembre 1934.

198. [...] Cette veine militaire héroïque – celle de toujours – nous a sauvés. Il faut lui rendre son ancienne prééminence.

Id.

199. Les hommes qui ont tenté de pénétrer dans les œuvres vives de la réalité espagnole pour la détruire ont joué de la Catalogne comme d'un pion solide et sacrifié. Les chefs de la révolution destructrice, suicidaire et stérile que nous avons subie se sont servis des Catalans comme d'hommes de paille et de victimes commodes, en utilisant la démence anachronique, sanglante, burlesque d'une minorité locale imprégnée de sentiments particularistes troubles et équivoques qui, dans les dernières heures oscillait entre la spéculation imbécile ou haineuse et le crime de droit commun.

« *Une leçon proclamée* », *Arriba*, 18 avril 1935.

200. La victoire du Gouvernement sur la première tentative de rébellion armée de la Généralité était assez chargée de substance historique pour durer un demi-siècle. Elle fut gâchée. Les « tacticiens » continuèrent à recommander les solutions tièdes et les démarches lentes. Au lieu d'un dénouement brillant et net, la tentative se termina par un labyrinthe interminable de délais et de marchandages. Nous assistons encore, après plus d'un an, à ce qu'on appelle « *la liquidation des événements d'octobre* ». L'État s'en va en morceaux. Rien ne garantit plus la conservation de l'unité nationale.

Et quant au socialisme, au lieu de le raser et de le remplacer, on l'irrite d'un côté et on le laisse encourager d'un autre.

« *Les jeunes dans la tempête* », Arriba, 7 novembre 1935.

201. Ce sont toujours les occasions manquées qui ont ouvert le chemin aux révolutions nationales. C'est parce qu'on a gâché Vittorio Veneto¹ qu'a eu lieu la marche sur Rome. La Révolution nationale, dans les rangs de laquelle je m'enrôle, viendra peut-être de ce qu'on a gâché le 7 octobre.

« *Doctrine de la révolution espagnole* », Discours au Parlement, 6 novembre 1934.

L

202. Dans la nuit d'avant-hier à hier ont été assassinés à Séville deux jeunes phalangistes. Ils s'appelaient Eduardo Rivas et Jerónimo de la Rosa. Des « fils à papa » fascistes ? Non ! L'un, un modeste peintre, l'autre étudiant en même temps que petit employé des Chemins de fer... La Phalange a l'orgueil de pouvoir affirmer qu'elle n'a jamais commencé les agressions. Un jour, un ouvrier phalangiste est tué. Toute la ville proclame le Parti communiste auteur de l'attentat. Aucun centre communiste n'est fermé, aucune sanction n'est imposée à un communiste connu... il ne se passe rien.

Mais, quelques jours plus tard, quand deux ou trois attaques contre des phalangistes ont eu lieu, un certain nombre de communistes reçoivent des coups de revolver à la porte de leur centre. Sans la moindre enquête, le gouverneur de Séville met en prison, non les responsables présumés, mais une quinzaine de dirigeants de la Phalange, leur impose à chacun une amende de 5 000 pesetas et fait fermer tous les centres de la province.

En Espagne, à l'heure actuelle, un mouvement révolutionnaire s'agite, un mouvement très menaçant, terriblement menaçant pour les traditionalistes et pour vous autres aussi, libéraux bourgeois et républicains de gauche.

J'ai là, monsieur le ministre de l'Intérieur, une publication non clandestine. C'est un livre qui se nomme *Octobre* et que j'ai pu acheter en payant le prix... À la page 100 de ce livre sont imprimées les conclusions de la Fédération des Jeunesses socialistes. Je voudrais que M. le Président me permette d'en lire trois ou quatre lignes, en tout cas pas plus d'une douzaine.

Les conclusions des Jeunesses socialistes sont les suivantes : « *Pour la bolchevisation du Parti socialiste. Expulsion du réformisme. Élimination du Centrisme des postes de direction. Abandon de la III^e internationale. Pour la transformation de la structure du parti* » – écoutez bien ceci –, « *dans un sens centralisateur et avec un appareil illégal* ».

1 [NdÉ] La bataille de Vittorio Veneto (nord de l'Italie), ou Troisième Bataille du Piave (24 octobre 1918-3 novembre 1918) opposa les armées de l'Autriche-Hongrie, qui furent vaincues, aux Italiens. Elle aboutit à un armistice signé le 3 novembre entre les deux belligérants.

Ceci n'est pas écrit dans une publication clandestine. L'intention de créer un appareil illégal par une association reconnue est formulée dans un livre que tout le monde peut acheter pour trois pesetas.

Et ce qui s'agite, d'une façon toujours plus âpre, plus hostile, plus brutale, derrière ces coalitions plus ou moins probables des socialistes et des républicains de gauche, parlons clairement, c'est une dictature du type asiatique, russe, qui n'a rien gardé de la sensibilité qui animait autrefois les mouvements ouvriers.

« Doctrine de la révolution espagnole », Discours au Parlement, 6 novembre 1934.

203. Tout cela contient la menace d'un sens de la vie asiatique, russe, absolument opposé à l'idéal occidental, chrétien, espagnol.

Le mouvement russe n'a rien à voir avec le printemps sentimental des mouvements ouvriers. Le communisme russe veut implanter la dictature du prolétariat, mais par un certain nombre de dirigeants communistes à la tête d'une puissante armée rouge. Et cette dictature nous fera vivre sur la base suivante : plus de sentiment religieux, plus d'émotion patriotique, plus de liberté individuelle, plus de foyer, plus de famille.

[...] Mais l'horreur de manger dans des réfectoires, de ne pas avoir de foyer familial, d'être obligé de se divertir selon une certaine technique ou un certain système ; rien que cela fait dresser les cheveux sur la tête de n'importe quel bourgeois ou de n'importe quel ouvrier espagnol.

Le régime russe en Espagne serait un enfer. Mais vous savez déjà par la théologie que l'Enfer lui-même n'est pas le mal absolu. Dans le même sens, le régime russe n'est pas, non plus, le mal absolu. C'est, si j'ose dire, la version infernale de l'aspiration à un monde meilleur.

Discours de clôture du deuxième congrès de la Phalange, Madrid, 17 novembre 1935.

204. Nous avons 700 000 ouvriers en chômage et pour remédier à ce fait qui constitue en lui-même le démenti le plus cinglant de ce que nous prétendons être la civilisation moderne et occidentale de l'Espagne ; pour répondre à l'accusation vivante de ces 700 000 affamés, voici la politique qu'on a annoncée : la CEDA² a rédigé un projet ou une proposition de loi, car elle n'était pas au pouvoir à ce moment, pour attribuer 100 millions aux secours de chômage, « *Cent millions !*, s'écrie le Parti radical. *Nous, nous élaborons un projet attribuant 1 000 millions* ». Naturellement, ni 1 000, ni 100 millions ne sont allés depuis aux secours de chômage.

En revanche, on nous donne l'espoir consolant que quelques édifices publics plus ou moins nécessaires vont être élevés, pour apaiser les esprits.

2 [NdÉ] Confederación Española de Derechas Autónomas (Confédération espagnole des droites autonomes), large coalition de droite au pouvoir avant 1936.

En vérité, est-ce que le gouvernement croit que les successeurs immédiats de ceux qui ont fait la révolution du 14 avril en proclamant qu'ils allaient instaurer un ordre social nouveau – sentiment que partageaient même les adversaires du sens politique du 14 avril – que ces hommes qui ont promis une organisation nouvelle de l'économie vont se contenter de voir élever quelques bâtiments publics et croire que cela résout le problème social ? Que le gouvernement comprenne qu'en vérité, cela n'est pas suffisant pour justifier un système politique ni un régime.

« Le 6 Octobre, l'État de guerre et la Phalange », discours au Parlement, 25 janvier 1935.

M

205. [...] la déclaration constitutionnelle que l'Espagne renonce à la guerre [...], que veut-elle dire ? Si c'est une simple stupidité, et qu'il n'y a rien derrière elle, au diable ses auteurs. Mais si l'on veut dire que l'Espagne se propose d'être neutre dans les guerres futures, alors cette déclaration aurait dû être suivie immédiatement d'une augmentation de nos forces militaires, de terre, de mer et de l'air, parce qu'une nation avec toutes ses côtes ouvertes et placée en un des points les plus périlleux de l'Europe ne peut même pas discuter de sa neutralité, si elle n'est pas capable de la faire respecter. Seuls les forts peuvent être neutres dignement. Je ne sais pas si les auteurs de cette phrase cherchent à nous imposer une neutralité indigne.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

206. L'Espagne a passé quatre ans à faire une politique internationale française, à se mouvoir dans l'orbite internationale de la France. Le fait que l'Espagne pratique une politique internationale d'accord avec des puissances amies n'a rien qui puisse nous surprendre. Mais, en matière internationale, les nations n'ont pas l'habitude de donner sans rien recevoir, et la France dont nous servons la politique internationale nous traite mal dans les traités de commerce, nous relègue à un plan inférieur à Tanger et négocie dans notre dos le régime de la Méditerranée, comme si nous n'étions pas, nous aussi, dans la Méditerranée. En somme, la seule contrepartie que nous ayons pour servir dans le monde la politique française est la vanité satisfaite de quelque ministre pédant ou de quelque ambassadeur.

Id.

207. [...] tranquillement, dans les conférences publiques d'un Chef de gouvernement et d'un ministre des Affaires Étrangères, on organise la politique de la Méditerranée, comme si nous étions une île du Pacifique

et sans que nous ayons reçu la moindre nouvelle annonçant que le gouvernement se préoccupe de réclamer, au nom de l'Espagne, un poste d'où il puisse se faire entendre dans la question de l'organisation et de la politique de la Méditerranée.

« Le 6 Octobre, l'État de guerre et la Phalange », discours au Parlement, 25 janvier 1935.

N

208. Une fois rompue toute possibilité de vie en commun, il faudra dissoudre les Cortes. En quelques élections le pays sera livré à la bataille entre les deux moitiés acharnées : la droite et la gauche. Qui l'emportera ? Pour le savoir, il faut examiner ce que sont, en Espagne, la gauche et la droite.

Lettre à un militaire espagnol, Madrid, novembre 1934.

209. L'ordre constitutionnel en vigueur ne peut même plus se supporter lui-même. L'État, pour vivre, doit recourir à des subterfuges qui le mettent en dehors du fonctionnement normal des institutions. Ce n'est plus seulement l'état de guerre devenu endémique avec sa séquelle d'interventions contre la presse, de suppressions et de fermetures, de prisons gouvernementales, etc. C'est aussi la formation d'un gouvernement né du système parlementaire, mais qui ne pourra pas vivre une demi-heure au Parlement et qui, pour jouir d'une passagère illusion de vie, doit maintenir les Cortes fermées jusqu'à la limite de temps autorisée par le Constitution.

Lettre à un militaire espagnol, Madrid, novembre 1934.

210. Les dirigeants actuels du Front populaire, obéissant à un plan combiné au dehors, désarticulent tout ce qui, dans la vie espagnole, pourrait offrir quelque résistance à l'invasion des barbares.

Lettre aux Forces armées (écrite clandestinement en prison à Madrid), 4 mai 1936.

211. En ce sens, la victoire du Front populaire n'est pas bonne pour nous. Mais le triomphe de la droite n'a pas été meilleur. Nous serions arrivés à un tel degré de dégradation utilitaire, que tout aurait tendu à étouffer complètement les valeurs spirituelles et, ce qui est pire, à les travestir en pur verbalisme, parodie et falsification. Ce processus de dégradation était déjà très avancé à la veille des élections. Son triomphe, cette fois, eût été celui d'un capitalisme cristallisé dans ses pires tendances. Spirituellement, la Phalange aurait souffert davantage dans cette paix fangeuse que dans la guerre franche et brutale aujourd'hui déclenchée.

« Dans la tempête », 1936. [Non répertorié dans les Œuvres complètes]

212. Les consignes viennent de loin, de Moscou. Voyez comme elles coïncident exactement dans les divers pays. Voyez comme en France, sur l'ordre des Soviets, le Front populaire s'est transformé, selon la même méthode qu'en Espagne. Ici – ainsi que l'avaient annoncé ceux qui connaissent ces manœuvres – on a fait trêve jusqu'à la date précise des élections françaises et, le jour même où les troubles d'Espagne ne pouvaient plus influencer les électeurs français, les incendies et les assassinats ont recommencé.

Lettre aux Forces armées (écrite clandestinement en prison à Madrid), 4 mai 1936.

213. Les cris, vous les avez entendus dans les rues ; non seulement « *Vive la Russie* » et « *Russie, oui ; Espagne, non !* » ; mais le honteux, le monstrueux cri de « *Mort à l'Espagne* ». Pour avoir crié « *Mort à l'Espagne* », personne n'a été puni jusqu'à présent, tandis qu'il y a des centaines de gens en prison pour avoir crié « *Vive l'Espagne !* » ou « *Espagne d'abord !* ». Si cette vérité, qui fait dresser les cheveux sur la tête, n'était pas connue de tout le monde, on n'oserait pas l'écrire, de peur de passer pour un menteur.

Id.

214. Les objectifs de la révolution sont bien clairs. Le groupement socialiste de Madrid dans le programme officiel qu'il a rédigé, réclame pour les régions et les colonies un droit illimité d'auto-détermination, y compris celui de se prononcer pour l'indépendance.

Id.

215. Le *sens* profond du mouvement qui se développe est radicalement anti-espagnol. Il est ennemi de la Patrie. Il déprécie l'honneur féminin en organisant la prostitution collective des jeunes ouvrières dans ces fêtes champêtres, où l'on cultive librement l'impudeur ; il mine la famille, supplantée en Russie par l'amour libre, par les réfectoires publics, par la faculté du divorce et de l'avortement (n'avez-vous pas entendu crier récemment à des jeunes filles espagnoles : « *Des enfants, oui, des maris, non* ») et renie l'honneur qui a toujours donné forme aux choses espagnoles, même dans les milieux les plus humbles. Aujourd'hui, tout ce qui est vil est maître en Espagne : on tue des hommes lâchement, à cent contre un ; les autorités falsifient la vérité ; on injurie les gens dans d'immondes libelles, et on ferme la bouche aux victimes pour qu'elles ne puissent pas se défendre, on récompense la trahison et le marchandage. Est-ce cela l'Espagne ? Est-ce cela le peuple d'Espagne ? On dirait que nous vivons un cauchemar et que l'antique peuple espagnol serein, valeureux, généreux, a été remplacé par une plèbe frénétique, dégénérée, droguée de littérature communiste.

C'est seulement dans les pires moments du XIX^e siècle que notre peuple a connu des heures pareilles et sans l'intensité actuelle.

Id.

P

216. L'armée est, avant tout, la sauvegarde de ce qui est permanent ; c'est pour cela qu'elle ne doit pas se mêler de luttes accidentelles. Mais quand c'est le permanent même qui est en péril, quand l'existence même de la Patrie est en danger – qui peut, par exemple, si les choses tournent mal, perdre son unité –, alors l'armée n'a plus qu'un remède : délibérer et prendre parti. Si elle s'abstient, par une interprétation superficielle de son devoir, elle s'expose à se trouver du jour au lendemain sans rien à servir. Devant tes écroulements décisifs, l'Armée ne peut servir ce qui est permanent que d'une manière, en le restaurant aussitôt par les armes.

Lettre à un militaire espagnol, Madrid, novembre 1934.

217. Certains d'entre vous – soldats et officiers espagnols de l'armée de terre, de mer ou de l'air – proclament-ils encore l'indifférence des militaires pour la politique ? On avait le droit de soutenir cela quand la politique se déroulait entre partis. Ce n'était pas à l'épée de l'armée de décider de l'issue de ces combats, d'ailleurs par trop médiocres. Mais aujourd'hui, nous ne nous trouvons pas en présence d'un combat intérieur. La vie même de l'Espagne, en tant qu'entité, en tant qu'unité, est en jeu. Le risque présent est exactement comparable à celui d'une invasion étrangère. Et ceci n'est pas une figure de rhétorique. Le mouvement qui encercle l'Espagne se dénonce comme étranger par ses consignes, ses cris, ses objectifs, son « sens ».

Lettre aux Forces armées (écrite clandestinement en prison à Madrid), 4 mai 1936.

218. Sans l'appui de votre force, soldats, il faudrait que nous soyons des titans pour triompher. Si vous pliez, l'ennemi serait sûr de la victoire. Mesurez votre terrible responsabilité. Il dépend de vous que l'Espagne continue à être ! Réfléchissez si cela ne vous oblige pas à passer par-dessus les chefs vendus ou couards, à dominer les hésitations et les dangers. L'ennemi, prudent, spéculé sur votre indécision. Tous les jours, il gagne des points. Prenez garde que le jour où vous ne pourrez plus reculer, vous ne soyez déjà paralysés par le filet insidieux qu'il tend autour de vous. Secouez dès maintenant ces liens ! Formez dès maintenant une union inébranlable, sans attendre l'adhésion des hésitants.

Jurez sur votre honneur que vous ne laisserez pas sans réponse l'appel aux armes qui va sonner.

Id.

219. Bon gré mal gré, soldats d'Espagne, l'armée qui, depuis quelques années, est le seul gardien des traditions essentielles qui révèlent notre existence historique, l'Armée va devoir assumer la charge de remplacer l'État, qui a cessé d'exister.

Le destin de l'Espagne, une fois entre les mains de l'Armée, il y a deux écueils à prévoir, deux écueils contraires, capables de faire échouer l'épreuve. Ces deux écueils sont l'excès d'humilité et l'excès d'ambition.

1. *Excès d'humilité.* Il est fort à craindre que l'Armée ne s'assigne à elle-même le rôle, trop modeste, de simple agent d'exécution de la révolution et s'empresse, aussitôt celle-ci réalisée, de déposer le pouvoir entre d'autres mains. Dans ce cas, on peut prévoir deux solutions, qui seront des erreurs :

a) Un gouvernement de notables, c'est-à-dire une réunion de personnages éminents appelés en raison de leur réputation, sans souci des principes politiques qu'ils professent. Cela frustrerait le pays de la magnifique possibilité nationale du moment. Un État est plus que l'ensemble d'un certain nombre d'organisations techniques, c'est plus qu'une bonne gérance, c'est l'instrument historique du destin d'un peuple. On ne peut conduire un peuple sans la claire conscience de son destin. Mais précisément, c'est l'interprétation de ce destin et les chemins à suivre pour l'accomplir qui constituent une position politique. L'équipe de personnages illustres appelée au gouvernement, s'ils ne sont pas unis par une foi commune, ne constituera bientôt qu'une gérance, plus ou moins bonne, qui languira sans susciter autour d'elle aucune chaleur populaire.

b) Le gouvernement de concentration, ou réunion de représentants des différents partis disposés à participer au gouvernement, cette solution ajouterait à la stérilité interne spécifique de la solution précédente, celle de n'être rien d'autre qu'une rechute dans la politique des partis, pour préciser, des partis de droite, car il est bien évident que ceux de gauche ne vont pas intervenir. C'est dire que ce qui aurait pu être le commencement d'une ère nationale pleine de promesses se trouvera réduit, une fois de plus, au triomphe d'une classe, d'un groupe, d'un intérêt partiel. Voilà quels seraient les dangers d'un excès d'humilité.

Mais le contraire est aussi à craindre. Nous allons, l'examiner.

2. *Excès d'ambition.* Non, entendons-nous bien, d'ambition personnelle des militaires, mais d'ambition historique, ceci arriverait si les militaires, persuadés qu'il ne suffit pas d'une bonne gérance, mais qu'il est nécessaire de susciter l'émotion d'une tâche collective, d'une interprétation nationale du moment historique, cherchaient à la susciter par eux-mêmes. C'est-à-dire si les militaires, auteurs et co-exécutants du coup d'État, se proposaient de découvrir par eux-mêmes la doctrine et la route de l'État nouveau. Pour une telle tentative, les militaires n'ont pas une formation politique suffisante. Si je voulais essayer, comme tant d'autres, de flatter l'armée, je lui attribuerais en bloc toutes les capacités. C'est parce que je sais ce que représente l'Armée,

et l'immense trésor de vertu silencieuse, héroïque, intacte qu'elle renferme, qu'il me paraît indécent de l'aduler. Je pense, au contraire, que c'est un acte de loyauté de mettre à son service un effort de clairvoyance. C'est pour cela que je dis, comme je le pense : l'Armée, habituée à considérer que la politique n'est pas sa mission, a, en politique, un angle de vue étroit. Elle pêche par ingénuité quand il s'agit d'imposer des solutions politiques. Son manque de fermeté doctrinale et de puissance dialectique fait qu'elle n'attire pas longtemps le peuple, ni les jeunes. N'oublions pas le cas du général Primo de Rivera : malgré son patriotisme, son courage et son intelligence naturelle, il ne réussit pas à exciter un enthousiasme durable, faute d'une vision suggestive de l'Histoire. L'Union patriotique, pauvre de substance doctrinale, resta dans un vague plein de candeur et de bonnes intentions.

Si la Providence met de nouveau entre vos mains, officiers, le destin de la Patrie, songez que vous seriez impardonnables de vous engager dans ce chemin sans issue. N'oubliez pas que celui qui rompt les normes de l'État, contracte par cela même l'obligation d'en édifier un nouveau, et non pas seulement celle de rétablir une simple apparence d'ordre, et que l'édification d'un état nouveau exige de lui un sens résolu et mûri de l'histoire et de la politique, et non pas seulement une téméraire confiance en sa propre capacité d'improvisation.

Lettre à un militaire espagnol, Madrid, novembre 1934.

TROISIÈME PARTIE DIRECTIVES PRATIQUES

I. LA JEUNESSE SOUS LES INTEMPÉRIES

220. Nous avons passé quelques lustres à écouter des leçons de propagande défaitiste et nous étions presque arrivés à perdre foi en nous-mêmes. Nous n'étions plus que les héritiers d'une Espagne faible, détraquée, d'une Espagne de carte postale ; du Madrid du « Fornos » et du foyer d'Apollon, de journalistes spadassins pendant que l'Espagne achevait de perdre son Empire. Nous nous étions habitués à une vie médiocre et fanfaronne.

« La jeunesse et le 6 octobre », Discours au Parlement, 9 octobre 1934.

221. Si la Révolution espagnole est toujours pendante, c'est parce que l'Espagne n'éprouve pas d'ambition historique dans la vie universelle maintient un régime social absolument injuste.

Id.

222. [...] quand nous, les hommes de notre génération, avons ouvert les yeux, nous avons trouvé un monde moralement en ruines, un monde divisé à tous les points de vue, et en ce qui nous touche de plus près, une Espagne moralement déchue, une Espagne déchirée par toutes sortes de haines et de luttes.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

223. [...] une jeunesse qui, à l'heure actuelle, a quitté le cadre des partis gouvernementaux et des partis d'opposition, et qui ne l'a pas quitté parce qu'elle a la démangeaison de jouer les « fils à papa » fascistes. Rien n'est plus loin de notre idée.

[...] notre génération, qui a peut-être devant elle trente ou quarante ans de vie, ne se résigne pas à continuer à vivre écrasée entre l'absence d'ambition historique et le manque de justice sociale.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

224. Nous tous, qui nous sommes penchés sur le monde depuis des catastrophes comme la Grande Guerre, la crise mondiale, et des événements comme la Dictature et la République espagnole, nous sentons en Espagne le besoin latent, le besoin qui devient tous les jours plus urgent, d'une révolution, et ce besoin est issu de deux veines : la justice sociale qu'il faudra bien arriver à instaurer, et le sens profond de la tradition, moelle de l'esprit espagnol, qui ne réside peut-être pas où bien des gens pensent, et qu'il est nécessaire de rajeunir à tout prix.

« Ironie sur le Parlement », intervention au Parlement, 3 juillet 1934.

225. [...] si une génération doit s'adonner à la politique, elle ne peut le faire avec le répertoire d'une demi-douzaine de phrases qui ont déjà servi à plusieurs autres.

Id.

226. Nous pensons, comme toujours, sans restrictions mentales, à l'Espagne et rien qu'à l'Espagne ; parce que l'Espagne est plus qu'une forme constitutionnelle, parce que l'Espagne est plus qu'un fait historique ;

parce que l'Espagne ne pourra jamais entrer en lutte contre sa terre, contre aucune partie de ses terres.

« À propos de la Catalogne », discours au Parlement, 4 janvier 1934.

227. Pour assurer la continuité de cette Espagne mélancolique, triste, sans ailes, qui tous les deux ans a besoin de quelque remède d'urgence, qu'on ne compte pas sur nous. Nous ne voulons qu'une chose : faire une autre Espagne, une Espagne qui échappe à la tenaille de la haine et de la peur par la seule issue honorable par en haut ! Et, qui puisse alors donner de nouveau à son peuple les trois choses que nous réclamons dans notre cri : « la Patrie, le Pain, la Justice ».

Discours « La Phalange avant les élections de 1936 », Madrid, 2 février 1936.

228. Nous avons besoin de deux choses : d'une nation et d'une justice sociale. Nous n'aurons pas de nation tant que chacun d'entre nous se considérera comme porteur d'un intérêt particulier, d'un intérêt de groupe ou de parti. Nous n'aurons pas de justice sociale tant que chacune des classes, dans un régime de lutte, cherchera à imposer sa volonté aux autres. C'est pour cela que ni le libéralisme, ni le socialisme ne peuvent nous donner ce qui nous manque.

« Nouvelle lumière en Espagne », L'Espagne syndicaliste, Saragosse, mai 1934.

229. L'Espagne a besoin de sa révolution. Elle a besoin d'une révolution qui lui rende le sens d'une œuvre à accomplir dans le monde et qui l'organise sur une base sociale tolérable. La vie sociale espagnole est basée sur l'injustice ; elle est saturée d'injustice. Le niveau de vie d'une grande partie des Espagnols est celui des animaux. Le pays, la nation espagnole, ont besoin d'une réorganisation complète de l'économie, d'un sens social absolument nouveau et du sentiment de l'unité dans l'accomplissement d'une mission collective.

« Comment s'administre la justice historique », discours au Parlement, 21 mars 1935.

230. Toutes les révolutions ont été incomplètes jusqu'à ce jour en ce qu'aucune n'a servi simultanément l'idée nationale de Patrie et l'idéal de justice sociale. Nous intégrons ces deux éléments et, fermement, catégoriquement, sur ces deux principes immuables, nous entendons faire notre révolution.

Discours de proclamation de la Phalange Espagnole des JONS au Théâtre Calderon de Valladolid, 4 mars 1934.

231. En face d'une volonté offensive décidée, une résistance froide et passive ne suffit pas. À une foi, il faut opposer une autre foi. Même dans les époques impériales, où il y a tant de choses qui valent la peine d'être conservées, la volonté inerte de conservation ne suffit pas. Une nation est toujours une œuvre, et l'Espagne, particulièrement : ou exécutrice d'un destin dans l'universel ou victime d'un processus rapide de désintégration.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

232. Rien ne peut sauver le matériel : l'important est que la catastrophe du matériel ne détruise pas les valeurs essentielles de l'Esprit. C'est cela que nous voulons sauver coûte que coûte.

Conférence « L'Espagne et la Barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

233. [...] Quelqu'un nous dira : « *Pourquoi introduire la politique à l'Université ?* » Pour deux raisons : d'abord, parce qu'aucun homme, si spécialisé soit-il, ne peut se soustraire à l'appel de la politique. Ensuite, parce que parler franchement de politique, c'est éviter la fraude de ceux qui, se couvrant d'hypocrites étiquettes apolitiques, introduisent en contrebande la politique dans les milieux scientifiques.

Conférence « Droit et Politique » devant le Syndicat universitaire espagnol (SEU), 11 novembre 1935.

234. [La mission de la jeunesse espagnole est] bien claire : mener à bien par elle-même l'édification d'une Espagne entière, harmonieuse. Par elle-même, qui la sent et qui la comprend, sans intermédiaires ni dirigeants.

« Les jeunes dans la tempête », Arriba, 7 novembre 1935.

235. Si le service de l'Espagne est quelque chose d'éternel et d'inchangeable, contre quoi les atteintes et les crocs-en-jambe du temps ne peuvent rien, et auprès de quoi le don de la vie ne représente que peu de chose, il y a lieu de recueillir avec application tous les enseignements susceptibles de nous aider à l'accomplir. Et pour assimiler ces leçons, subtilement espagnoles, nous prêchons le retour aux veines profondes et authentiques de l'Espagne.

« Une leçon proclamée », Arriba, 18 avril 1935.

236. Si nous énoncions tout un programme de solutions concrètes, nous ne serions qu'un parti de plus. De tels programmes ont un avantage, c'est qu'on ne les applique jamais. En revanche, quand on a un sens permanent de l'histoire et de la vie, ce sentiment même nous fournit les solutions concrètes,

comme l'amour nous dit quand nous devons nous disputer et quand nous devons nous embrasser sans qu'un véritable amour ait jamais tenu tout prêt un programme d'embrassades et de disputes.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

237. Seul l'embarquement vers de grands desseins rendra impossible d'une façon absolue la création d'un état d'esprit semblable à celui qui a facilité la tentative criminelle de Catalogne.

« Une leçon proclamée », Arriba, 18 avril 1935.

238. [...] Vous verrez comme nous referons la dignité de l'homme pour rebâtir sur elle la dignité de toutes les institutions qui, ensemble, composent la Patrie.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

II. L'INSTRUMENT DE LA RÉVOLUTION

239. [...] avec une candeur risible, ils conseillaient comme remède le retour pur et simple aux anciennes traditions, comme si la tradition était un « état » et non un « processus », et comme si le miracle de marcher en arrière et de retourner vers l'enfance était plus facile pour les peuples que pour les hommes.

[...] Entre ces deux attitudes, nous fûmes quelques-uns à nous demander si une synthèse ne pourrait pas être réalisée entre les deux choses : d'un côté la révolution, non comme prétexte à laisser tout aller, mais comme occasion chirurgicale de tout refaire d'une main ferme et guidée par une règle ; de l'autre, la tradition, non comme remède, mais comme base substantielle, non avec l'idée de copier l'œuvre des grands ancêtres, mais dans l'esprit de deviner ce qu'ils auraient fait à notre place.

« Tradition et Révolution », préface à J. Pérez de Cabo, Arriba España, août 1935.

240. La Phalange fut le fruit de cette inquiétude de quelques-uns d'entre nous. Je doute qu'un mouvement politique soit jamais né d'un processus interne plus austère, ait été élaboré avec plus de rigueur et d'authentique esprit de sacrifice par ses fondateurs car pour nous – je le sais mieux que quiconque – rien n'est plus pénible que cette obligation de nous exhiber et de pousser des cris en public.

Id.

241. L'occasion de notre apparition en Espagne fut le 14 avril. Cette date [...] a été considérée de beaucoup de points de vue, et comme toutes les dates historiques, avec pas mal de stupidité et d'ignorance.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

242. Nous nous sommes unis par en haut, en hommes nobles et généreux, pour défendre la Patrie avec abnégation, non pour servir des intérêts subalternes ou soutenir les particularismes qui unissent les partis de classe sous le masque des grands principes. Car nous n'avons pas, nous, de bas intérêts de classe à défendre, et ceux qui nous connaissent, ceux qui nous regardent de près, en profondeur, le savent parfaitement. Nous nous sommes unis par tout ce qui est grand et noble, et par nos émotions plus encore que par nos intelligences. C'est le sang de nos morts qui nous a unis. C'est lui qui a signé notre pacte.

« FE et JONS », FE, 22 février 1934.

243. [...] Aujourd'hui plus encore qu'hier, en nous formant en un seul faisceau de combat, nous ne sommes, définitivement, « *ni de droite ni de gauche* ». Nous sommes « d'Espagne », de la justice, de la communauté totale du destin national, du peuple en tant qu'intégration victorieuse des classes et des partis.

Id.

244. Notre mouvement [...] n'est pas une manière de penser, c'est une manière d'être. Nous ne devons pas nous assigner seulement la construction, l'architecture politique. Nous devons adopter devant la vie toute entière, dans chacun de nos actes, une attitude humaine, profonde, complète. Cette attitude, c'est l'esprit de service et de sacrifice, le sens ascétique et militaire de la vie.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

245. Ici personne n'est rien, sinon une pièce d'un tout, un soldat de l'œuvre qui est notre œuvre et celle de l'Espagne.

Discours de proclamation de la Phalange Espagnole des JONS au Théâtre Calderon de Valladolid, 4 mars 1934.

246. Il n'y a que deux manières sérieuses de vivre : la manière religieuse et la manière militaire (ou même une seule car il n'y a pas de religion qui ne soit une milice, ni de milice qui ne soit réchauffée par un sentiment religieux), et il est temps de comprendre que c'est avec ce sens religieux et militaire que nous devons restaurer l'Espagne.

« Doctrine de la révolution espagnole », Discours au Parlement, 6 novembre 1934.

247. Discipline, service, sont les mots qui flottent au-dessus de cette génération dont l'aspiration profonde est de rendre impossible une nouvelle attaque contre l'être sacré, éternel et indivisible, de l'Espagne.

« Une leçon proclamée », Arriba, 18 avril 1935.

248. La milice hisse son guidon d'enrôlement à tous les coins de la conscience nationale. Pour ceux qui ont su conserver leur dignité d'hommes et de patriotes. Pour ceux qui sentent encore battre dans leurs veines le sang espagnol, qui entendent dans leurs veines la voix des ancêtres enterrés dans le sol natal, et l'écho de leur gloire qui exige impérieusement l'éternité de leur patrie et de leur race.

« Le sens héroïque de la Milice », Haz, 15 juillet 1935.

249. La milice est une exigence, une nécessité inéluctable pour les hommes et les peuples qui veulent assurer leur salut, un ordre irrésistible pour ceux qui sentent que la Patrie et la continuité de son festin demandent en chœurs passionnés, en vagues de voix impérieuses et impériales, leur encadrement dans une force hiérarchisée et disciplinée, sous le commandement d'un chef, en obéissance à une doctrine, pour la mise en œuvre d'une seule tactique, généreuse et héroïque.

Id.

250. Vous avez vécu, chaque jour, la vie tendue de la Phalange, vous êtes arrivés à comprendre la vie avec une attitude complète, un sens total, applicable aux grandes choses comme aux petites. Votre allure s'est faite sous le signe hardi de la chemise bleue ; vous avez acquis un vocabulaire typique.

« Pendant que l'Espagne fait la sieste », Haz, 19 juillet 1935.

251. Ce qu'il y a de moins important dans le mouvement qui, à l'heure actuelle, est près de battre son plein en Europe, c'est la tactique de force, simplement concomitante, voire circonstancielle, et dans certains pays inutile.

« La crise du libéralisme. Première lettre ouverte à Luca de Tena », ABC, 22 mars 1933.

252. [...] Et si, pour obtenir cela, il faut parfois recourir à la violence, nous n'hésiterons pas à recourir à la violence. Je ne sais plus qui a dit – parlant de « *tout sauf la violence* » – qu'au sommet de la hiérarchie des valeurs morales, il y a l'amabilité, et que lorsqu'on insulte nos sentiments profonds, avant de réagir en hommes, nous avons d'abord l'obligation d'être aimables. J'admets, oui, la dialectique comme premier instrument de communication. Mais quand on attaque la Justice et la Patrie, il n'y a pas d'autre dialectique admissible que celle des poings et des armes.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

253. Tout système s'est implanté par la violence même le doux libéralisme [...].

La violence n'est pas condamnable systématiquement. Elle ne l'est que lorsqu'on l'emploie contre la Justice. Même Saint Thomas, dans les cas extrêmes, admet la rébellion contre le tyran. Si donc on emploie, la violence contre une secte triomphante qui sème la discorde, nie la continuité nationale, et obéit à des ordres venus de l'étranger (Internationale d'Amsterdam, Maçonnerie, etc.) pourquoi dénigrer le système que cette violence cherche à imposer ?

« Pendant que l'Espagne fait la sieste », Haz, 19 juillet 1935.

254. Nous ne voulons pas végéter dans l'ordre ancien. Sous lui, l'Espagne a souffert l'humiliation internationale, la dissension interne, le dégoût des grandes entreprises, l'outrage, la saleté, les conditions de vie indignes d'hommes qui sont celles de millions d'individus. [...]

Il faut mobiliser l'Espagne du haut en bas, la mettre sur le pied de guerre. Elle doit s'organiser, tout de suite, et non rester au lit comme un malade qui n'a pas envie de guérir, entre les onguents et les cataplasmes d'une bonne administration.

Id.

255. [...] nous, qui ne sommes ni de droite ni de gauche, qui savons que l'une et l'autre de ces positions sont incomplètes, insuffisantes, mais qui n'ignorons pas non plus que tout le matériel humain dont dispose l'Espagne est réparti entre la droite et la gauche, et attend là, la voix du salut [...].

Discours « La Phalange avant les élections de 1936 », Madrid, 2 février 1936.

256. [...] les membres de cette jeunesse, dont je fais partie, considèrent non seulement qu'une dictature de droite ou de gauche est une chose mauvaise, mais encore qu'il est mauvais qu'il existe une position politique de droite et une position politique de gauche.

« Sur la notion d'État », discours au Parlement, 19 décembre 1933.

257. Nous ne sommes ni dans le groupe de la réaction, monarchiste, ni dans celui de la réaction populiste. En face de la fraude du 14 avril, nous ne pouvons nous joindre à aucun groupe ayant, plus ou moins ouvertement, des intentions réactionnaires ou contre-révolutionnaires, parce que nous, précisément, nous accusons le 14 avril non d'avoir été violent, non d'avoir été inopportun, mais d'avoir été stérile, et d'avoir frustré, une fois de plus, le peuple espagnol de la révolution. C'est pour cela que nous, en dépit des injures et des calomnies nous entreprenons la tâche de recueillir, dans la rue,

parmi ceux qui l'ont connu et perdu, parmi ceux qui ne veulent pas le retrouver, le sens, l'esprit révolutionnaire espagnol qui, tôt ou tard, bon gré mal gré, nous rendra la communauté de destin historique et la véritable justice sociale qui nous manquent.

C'est pour cela que notre régime, qui aura de commun avec les régimes révolutionnaires, d'être né du mécontentement, de la protestation, de l'amour amer de la Patrie, sera un régime national en tout, sans patrioteries, sans fanfaronnades de décadence, un régime calqué exactement sur l'Espagne difficile et éternelle qui se cache dans la véritable tradition espagnole. Et il sera profondément social, sans démagogie – nous n'en aurons pas besoin – mais implacablement anticapitaliste, implacablement anticomuniste.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

258. [...] nous nous sentons, sinon l'avant-garde, du moins l'armée d'un ordre nouveau qu'il faut que nous implantions en Espagne, je le dis et j'ajoute avec ambition, un ordre nouveau que l'Espagne doit transmettre à l'Europe et au monde.

Conférence « L'Espagne et la Barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

259. La Phalange est au service de deux extrémismes, de deux mysticismes : celui de la révolution chrétienne civilisatrice et permanente et celui de la présente révolution moderne, revendicatrice et populaire. La Phalange peut nettoyer, fixer et donner de la splendeur à tout ce qu'il y a de sale, de trouble, de déformé et d'opaque dans la droite et dans la gauche, parce que tout ce qu'il y a à droite et à gauche provient de racines profondes mal cultivées qui donnent naissance à des arbres mal venus et tordus. De cette double correction résulte l'intégrité de notre État qui est lié par ses deux extrémismes aux profondeurs d'un pays qui est resté en grande partie traditionaliste et catholique et qui est, par ailleurs, tout bouillant de revendications modernes et populaires. Ainsi, la Phalange s'élance, dans sa révolution ordonnée, dans sa double conscience de modernisme et d'éternité, c'est-à-dire, dans la plénitude de sa conscience historique.

« Dans les temps durs ». [Non répertorié dans les Œuvres complètes]

260. Notre mouvement ne liera jamais en rien sa destinée aux intérêts de groupe ou de classe, qui se cachent sous la division superficielle en droite et en gauche.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

261. [...] bien des gens supposaient que nous étions venus au monde pour jouer notre vie pour la défense de leur propre tranquillité, ils nous reprochaient même dans certains journaux conservateurs de ne pas nous livrer à l'assassinat, et imaginaient que nous jouions nos vies et celles de nos jeunes camarades à seule fin que leur repos à eux ne fût pas troublé.

« Ironie sur le Parlement », intervention au Parlement, 3 juillet 1934.

262. [...] Comme il y avait en circulation, dans le monde, quelques modèles-types et comme un des traits caractéristiques de l'espagnol est sa parfaite indifférence et son incapacité à comprendre son prochain, rien ne ressemblait aussi peu au sens dramatique de la Phalange que les interprétations fleuries nées à son sujet dans les esprits amis autant qu'ennemis. Depuis ceux qui, sans chercher plus loin, nous considéraient comme une organisation destinée à distribuer les coups de trique, jusqu'à ceux, d'allure plus intellectuelle, qui nous croyaient partisans de l'absorption de l'individu par l'État ; depuis ceux qui nous haïssaient comme représentants de la plus noire réaction jusqu'à ceux qui imaginaient nous aimer follement parce qu'ils voyaient en nous la sauvegarde de leurs digestions futures – que de stupidités ne nous aura-t-il pas fallu entendre au sujet de notre mouvement ?

C'est en vain que nous avons parcouru l'Espagne et que nous nous sommes égosillés en de nombreux discours ; c'est en vain que nous avons publié des journaux ; l'Espagnol, ferme dans ses conclusions premières et infaillibles, nous a refusé, fût-ce à titre d'aumône, ce que nous aurions apprécié le plus : un peu d'attention.

« Tradition et Révolution », préface à J. Pérez de Cabo, Arriba España, août 1935.

263. [...] parce que le fascisme présente une série de particularités extérieures, interchangeables, que nous ne voulons pour rien au monde adopter, les gens peu aptes à faire des distinctions délicates nous jettent à la tête tous les attributs du fascisme sans voir que nous n'avons de commun avec lui que des éléments essentiels de valeurs permanentes.

[...] cette conviction que l'État a quelque chose à faire, et doit croire en quelque chose, voilà ce qu'il y a de permanent dans le fascisme, et cela peut parfaitement être dégagé de toutes les infirmités, de tous les accidents et de tous les ornements du fascisme, parmi lesquels il y en a qui me plaisent et d'autres qui ne me plaisent pas.

« Ironie sur le Parlement », intervention au Parlement, 3 juillet 1934.

264. Depuis plusieurs années l'Espagne cherche sa révolution car d'instinct elle se sent emprisonnée entre deux dalles écrasantes, au-dessus le pessimisme historique et au-dessous l'injustice sociale.

Notre génération ne peut pas être satisfaite si elle ne recouvre pas pour l'Espagne une entreprise historique ou au moins une possibilité de réaliser des entreprises historiques, et d'autre part si l'on n'arrive pas à établir l'économie sociale sur des bases nouvelles qui rendront tolérable pour nous tous la vie commune.

« Révolution », La Nación, Madrid, 28 avril 1934.

265. Si nous nous sommes lancés à travers les campagnes et les villes d'Espagne, avec beaucoup de travail et quelque danger – ceci n'importe guère – pour prêcher la bonne nouvelle, c'est parce que, comme vous l'ont dit tous les camarades qui ont parlé avant moi, nous sommes sans Espagne.

Nous avons une Espagne divisée par trois guerres de sécession : les séparatismes locaux, la lutte entre les partis et la division des classes.

Discours de proclamation de la Phalange Espagnole des JONS au Théâtre Calderon de Valladolid, 4 mars 1934.

266. La Phalange n'existe pas. La Phalange n'a pas la moindre importance. Voilà ce qu'on dit ! Mais déjà nos paroles sont dans l'air et sur la terre. Et nous, dans la cour de la prison, nous sourions sous le soleil. Sous un soleil de printemps qui fait pointer tant de bourgeons.

« Prieto s'approche de Phalange », Aquí estamos, Palma de Majorque, 23 mai 1936.

267. Depuis que l'on affirme que nous avons cessé d'exister, il n'y a pas un seul aspect de la vie espagnole qui ne soit imprégné de notre présence. Je ne parle pas de fascisme ou d'antifascisme. Je parle spécifiquement des idées et du vocabulaire de la Phalange. Il suffirait de faire défiler devant vos mémoires les mots employés dans les thèmes politiques jusqu'à il y a trois ans : « droite », « gauche », « hommes d'ordre », « démocratie », « réformes sociales »... Qui oserait nier leur débilité ? Et, même pour les mouvements qui ont accompli, en leur temps, une mission considérable, pourrait-on énumérer sans retouche, leur vieille liste : « religion », « patrie », « famille », « propriété » ? Évidemment chacun de ces thèmes continue à symboliser des valeurs humaines fondamentales, mais delà on ne peut plus les proclamer ainsi. La lettre reste pleine de sens, mais la musique a déplorablement vieilli. La lutte politique a acquis un autre ton et une autre profondeur. Ceux qui n'étaient pas du côté du marxisme se sont enfin rendu compte qu'il faut le regarder en face, et creuser jusqu'à l'extrémité de ses racines [...] plus simplement ; que tout antidote contre le marxisme est inefficace

s'il ne part pas de la donnée suivante : le monde [...] assiste aux ultimes moments de la fin d'une ère. Peut-être de l'ère du capitalisme libéral, peut-être d'une autre plus ample, dont le capitalisme libéral n'est que la dernière étape. Nous nous trouvons en face d'une imminente « invasion de barbares », d'une de ces catastrophes historiques qui ont coutume d'annoncer les ères nouvelles. Jamais la frivolité n'a été moins de saison. Jamais plus que maintenant la vie n'a eu un sens religieux et militant. Les plaies de nos jours refusent de se cicatriser à faux. Il faut appeler à notre secours les ultimes réserves vitales, celles qui, dans les périodes ascendantes, ont réussi à bâtir les nations. De là le mot « national » compris comme propagande d'une mission, d'une tâche, et non comme programme commun de tous les partis. Bien des gens, à l'heure actuelle, arborent le drapeau du nationalisme. Mais les premiers qui ont prononcé ce mot « national » en politique active, avec ce sens précis, poétique et combattant, ce sont les hommes de la Phalange espagnole.

Et avec lui, toute une dialectique, toute une poétique et une austérité rigide, faite surtout de renoncement. Au début, nous étions peu nombreux et notre voix était faible. Jamais nous n'avons disposé de grands organes de publicité. Nos manifestations, une presse en partie hostile, en partie méfiante, n'en a jamais parlé qu'en sourdine. C'est sans doute par les voies mystérieuses qu'emploient les idées religieuses que s'est propagée et diffusée notre doctrine. À l'heure présente, il n'y a pas un seul homme politique espagnol qui n'ait adopté plus ou moins ouvertement quelque point ou quelque trait de notre vocabulaire.

Id.

268. Je suis stupéfait de voir que, au bout de trois ans, l'immense majorité de nos compatriotes persiste à nous juger sans avoir, en aucune façon, commencé à nous comprendre, voire sans avoir sollicité, ni accepté, l'information la plus rudimentaire. Si la Phalange se consolide sous une forme durable, je pense que tous ressentiront une véritable douleur en pensant à tout le sang versé pour ne pas avoir voulu nous accorder quelque attention impartiale entre la fureur d'une part et l'antipathie de l'autre.

Testament de José Antonio, prison d'Alicante, 18 novembre 1936.

269. Alors que bien des baudruches gonflées s'effondraient aux premiers coups de l'adversité, la Phalange, persécutée et sans argent, est la seule qui maintienne sa foi joyeuse en une renaissance de l'Espagne et son front inébranlable en face des assassinats et des violences.

« La voix du chef depuis la prison », manifeste rédigé dans la prison de la Direction de la Sécurité générale de Madrid, 14 mars 1936.

270. Nous sommes entrés dans la lutte [...] pour qu'un État autoritaire projette ses bienfaits de la même façon sur les puissants et sur les humbles.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

271. Pour tout ce qui n'est pas négation, lâche, notre effort, et sans lésiner ! Sous les plis de ce drapeau, oui, nous sommes prêts à nous enrôler – au premier ou au dernier rang – dans un front national. Non pour triompher dans quelques élections aux effets éphémères, mais dans un but de pérennité. Il nous paraît monstrueux que le sort de l'Espagne doive se jouer tous les deux ans au hasard des urnes : que tous les deux ans s'engage la tragique partie, dans laquelle, à coups de cris, de corruptions, de niaiseries et d'injures, on risque tout ce qu'il y a de permanent en Espagne et on détruit la concorde entre Espagnols. Pour une grande œuvre collective, nous voulons bien d'un front national. Pour un dimanche d'élections et quelques vaines, déclarations, non ! Cette conjoncture électorale ne représente rien d'autre pour nous qu'une étape. Quand nous l'aurons parcourue avec succès, nous savons que nous ne serons pas seuls à tenter l'entreprise que j'ai définie dans ces lignes. Mais seuls ou non, tant que Dieu nous en donnera la force, nous poursuivrons notre chemin – sans orgueil ni faiblesse – avec l'âme tranquille de l'artisan et du militant.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

272. C'est inutilement que la Phalange a élevé la voix, à de nombreuses reprises, contre un système politique qui joue avec la Patrie dans une contredanse alternée de droite et de gauche. C'est inutilement que nous avons répété que la destinée et l'intérêt de la Patrie sont toujours les mêmes et ne peuvent être envisagés ni de la droite ni de la gauche, mais seulement dans leur intégralité. Malgré ces déclarations préliminaires, les partis de gauche se sont efforcés de nous calomnier en nous présentant, mensongèrement, comme défenseurs d'un système capitaliste que nous considérons comme détestable, et les gens de droite ont préféré se grouper autour de chefs qui leur présentaient des programmes plus agréables, en sacrifiant à cet opportunisme toute émotion juvénile, espagnole, profonde.

La Phalange espagnole n'est pour rien dans le chaos où est plongée l'Espagne, dans la décomposition de plus en plus fétide d'un système politique agonisant.

« Un manifeste à l'Espagne », FE, 26 avril 1934.

273. Si le résultat du scrutin est contraire, dangereusement contraire au destin éternel de l'Espagne, la Phalange, de toutes ses forces, le reléguera au dernier étage du mépris. Si, après le scrutin, vainqueurs ou vaincus,

les ennemis de l'Espagne, les représentants d'un esprit matérialiste qui est le contraire de l'Espagne, veulent une fois de plus s'attaquer au pouvoir, une fois de plus la Phalange, sans fanfaronnade mais sans défaillance, sera à son poste, comme il y a deux ans, comme il y a un an, comme hier, comme toujours.

Discours « La Phalange avant les élections de 1936 », Madrid, 2 février 1936.

274. Notre Phalange, porteuse d'une foi nouvelle, refera de l'Espagne une nation et instaurera la justice sociale. Elle lui donnera le pain et la foi... Une nourriture décente avec l'allégresse impériale...

« Nouvelle lumière en Espagne », L'Espagne syndicaliste, Saragosse, mai 1934.

275. Dieu veuille que son ardeur ingénue ne soit jamais employée qu'au service de la grande Espagne dont rêve la Phalange.

Testament de José Antonio, prison d'Alicante, 18 novembre 1936.

III. LA TÂCHE DE LA RÉVOLUTION

A

276. L'essentiel est le sens historique et politique du mouvement, la captation de sa valeur d'avenir. Voilà ce qui doit être bien clair dans la tête et dans l'âme de ceux qui commandent.

Lettre aux Forces armées (écrite clandestinement en prison à Madrid), 4 mai 1936.

277. La construction d'un ordre nouveau, nous devons la commencer par l'homme, par l'individu, en tant qu'Occidentaux, Espagnols et chrétiens. Nous devons commencer par l'homme et passer ensuite aux unités organiques ; ainsi nous monterons de l'homme à la famille, de la famille à la commune, et d'autre part au syndicat, et nous terminerons en, haut par l'État qui sera l'harmonie du tout.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

278. Notre sens intégral de la Patrie et de l'État qui doit la servir, exige :
Que tous les peuples d'Espagne, pour divers qu'ils soient, se sentent harmonisés par une irrévocable unité de destin. Que les partis politiques disparaissent. Personne n'est jamais né membre d'un parti politique ; en revanche, nous naissons tous membres d'une famille ; nous sommes tous habitants d'une commune ; nous nous livrons tous à l'exercice d'un travail.

Donc, si telles sont nos unités naturelles, si la famille, la commune et la corporation sont, ce en quoi nous vivons réellement, en quoi avons-nous besoin de l'instrument intermédiaire et pernicieux des partis politiques qui pour nous unir en groupements artificiels commencent par nous désunir dans nos réalités authentiques ?

Nous voulons moins de grandes phrases libérales et plus de respect de la liberté profonde de l'homme. Nous voulons que tous se sentent membres d'une communauté sérieuse et complète, car les fonctions sont nombreuses : les unes comportent le travail manuel, d'autres l'activité de l'esprit, quelques-unes un magistère des coutumes, du goût, du raffinement. Mais dans une communauté comme celle que nous désirons, il faut qu'on sache dès maintenant qu'il n'y aura ni invités ni fainéants.

Nous ne voulons pas qu'on vienne nous parler sans cesse de droits individuels, si ces droits ne peuvent s'exercer dans la maison de ceux qui ont faim. Ce que nous voulons, c'est qu'on donne à tout homme, à tout membre de la communauté politique et par le fait même de l'être, une manière de gagner par son travail une vie humaine, juste et digne.

Nous voulons que l'esprit religieux, clef des plus belles voûtes de notre Histoire, soit respecté et protégé comme il le mérite, sans que pour cela l'État s'immisce dans des fonctions qui ne lui sont pas propres, ou y participe – comme il l'a fait parfois pour d'autres intérêts que ceux de la vraie religion – sauf s'il lui appartient en propre de le faire.

Nous voulons que l'Espagne recouvre résolument le sens universel de sa culture et de son Histoire.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

279. [...] nous voulons [...] que le mouvement présent et l'État qu'il crée soit un instrument efficace, autoritaire, au service d'une unité indiscutable, de cette unité permanente qui se nomme Patrie.

Id.

280. [...] nous voulons que tous les peuples d'Espagne ressentent, non seulement le patriotisme élémentaire qui provient de l'attraction de la terre, mais le patriotisme de la mission, le patriotisme du transcendant, le patriotisme de la grande Espagne.

« À propos de la Catalogne », discours au Parlement, 4 janvier 1934.

B

281. C'est là une grande et belle tâche pour ceux qui considèrent vraiment la Patrie comme une œuvre : alléger la vie économique de la ventouse capitaliste, appelée irrémédiablement à éclater en communisme ;

dévier le courant des bénéfices absorbés par le capitalisme parasitaire vers le réseau vivant des producteurs authentiques, pour nourrir la petite propriété privée, libérer vraiment l'individu, qui n'est pas libre tant qu'il a faim, et donner de la substance économique aux vraies unités organiques : la *famille*, la *commune*, avec son patriotisme communal reconstitué, et le *syndicat*, non plus simple représentant de ceux qui doivent louer leur travail comme une marchandise, mais bénéficiaire du travail obtenu par l'effort de ceux qui le constituent.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

282. L'unique manière de résoudre la question sociale est de changer, de haut en bas, l'organisation de l'économie. Cette révolution de l'économie ne va pas consister, comme on dit ici et là, que nous le désirons – surtout ceux qui disent tout parce qu'ils l'ont entendu dire et sans y consacrer cinq minutes d'attention – dans l'absorption de l'individu par l'État, dans le panthéisme étatiste.

Bien au contraire, la révolution totale, la réorganisation totale de l'Europe doit commencer par l'individu parce que celui qui a le plus souffert de tout ce détraquement, celui qui en est arrivé à n'être qu'une simple molécule, sans substance, sans contenu, sans existence, c'est le pauvre individu qui est aujourd'hui le dernier à jouir des avantages de la vie. Toute l'organisation, toute la révolution nouvelle, tout le renforcement de l'État et toute l'organisation économique, auront pour but de faire participer à la jouissance de ces avantages les masses énormes déracinées par l'économie libérale et la poussée communiste.

Est-ce là ce qu'on appelle l'absorption de l'individu par l'État ? Ce qui se passera alors, c'est que l'individu aura le même destin que l'État, c'est que l'État aura – comme nous l'avons toujours dit – deux buts bien clairs : un vers l'extérieur pour affirmer la Patrie ; l'autre, vers l'intérieur, pour rendre plus heureux, plus humains, un plus grand nombre d'individus et les faire participer davantage à la vie humaine. Et le jour où l'individu et l'État, intégrés, rendus à une harmonie totale, n'auront plus qu'une fin, qu'un seul destin, qu'un seul sort à courir, alors l'État pourra être fort sans être tyrannique, parce qu'il n'emploiera sa force que pour le bien et la félicité de ses sujets.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

283. Les ouvriers ne connaissent le national-syndicalisme qu'à travers les versions de ses ennemis. C'est pour cela qu'ils croient que c'est un instrument du capitalisme, alors que précisément une des raisons de son existence est l'intention de le démolir.

Entretien avec le journaliste Ramón Blardony, Alicante, 16 juin 1936.

284. Les ouvriers sont le sang et la terre d'Espagne. Ils font partie de nous. Ne les croyez pas ennemis bien qu'ils crient contre nous. Non, camarades ! Tous ceux qui vous regardent avec des yeux mauvais quand vous criez notre journal, ou quand vous distribuez nos tracts, ne sont pas nos ennemis. Ils sont une partie même de notre Phalange.

« *Front rouge* », Arriba, 16 mai 35. [Non répertorié dans les *Œuvres complètes*]

285. Le convive oisif de la vie, qui ne contribue en rien aux tâches communes, est un type appelé à disparaître dans toute communauté bien régie. Le rôle d'invité non payant est en train de disparaître du monde.

« *Señoritismo* », FE, 21 janvier 1934.

286. Nous détruisons l'appareil économique de la propriété capitaliste, qui absorbe tous les bénéfices pour lui substituer la propriété individuelle, la propriété familiale, la propriété communale, la propriété syndicale.

Discours « *Sur la révolution espagnole* », Madrid, 19 mai 1935.

287. L'État espagnol peut se limiter à l'accomplissement des fonctions essentielles, en se déchargeant, sinon déjà de la décision, du moins de la réglementation complète de certains secteurs économiques, sur des entités de longue ascendance traditionnelle : sur les syndicats, qui ne seront plus comme dans le plan actuel de l'organisation du travail, des architectures parasitaires, mais des entités verticales intégrant tous ceux qui participent aux réalisations de chaque branche de production.

Conférence « *L'Espagne et la Barbarie* », Valladolid, 3 mars 1935.

288. Contre le péril bolcheviste – chaque jour plus accentué en raison du déplacement des masses socialistes vers des positions extrêmes – il faut former non le front anti-révolutionnaire – étant donné que « *L'ESPAGNE a besoin d'une révolution* » –, mais le Front national, délimité par les exclusions et les exigences suivantes :

1. EXCLUSIONS.

Notre génération, à qui revient la responsabilité de résoudre la crise actuelle du monde, ne peut pas se sentir solidaire :

a) Pour une raison historique de ceux qui voudraient couvrir du drapeau national des nostalgies réactionnaires de formes déchues ou de systèmes économiques et sociaux injustes.

b) Pour une raison éthique de ceux qui se sont habitués à vivre politiquement dans un climat moral corrompu.

2. EXIGENCES.

Le Front national devra se proposer :

- a) De rendre au peuple espagnol une nouvelle foi dans son unité de destin et une volonté résolue de renaitre.
- b) D'élever la vie matérielle du peuple espagnol à des limites humaines.

« *Front national* », Arriba, 5 décembre 1935.

289. Le premier exige une revitalisation des valeurs spirituelles, systématiquement reléguées ou déformées pendant longtemps et surtout la persistance dans la conception que l'Espagne est l'expression d'une communauté populaire ayant un destin propre, différent de celui de chaque individu, de chaque classe ou de chaque groupe et supérieur à eux. Le second – c'est-à-dire, la reconstruction économique de la vie populaire, imposée par un double motif, en cette époque de liquidation de l'ordre capitaliste – exige d'urgence :

- a) Une réforme du crédit arrivant même à la nationalisation du service du crédit, au bénéfice de toute l'économie,
- b) Une Réforme agraire qui déterminera en premier les aires cultivables de l'Espagne (celles qui le sont actuellement et celles qui peuvent l'être moyennant une préparation technique) consacrera tout ce qui restera hors de ces aires cultivables aux bois ou aux pâturages et y installera révolutionnairement (c'est-à-dire, en indemnisant ou non les propriétaires) la population paysanne de l'Espagne en unités familiales de culture ou en grandes exploitations de culture sous un régime syndical, suivant ce qu'exigera la nature des terres.

« *Front national* », Arriba, 5 décembre 1935.

290. Les syndicats sont des confréries professionnelles, des Fraternelles de travailleurs, mais aussi, en même temps, des organes verticaux intégrés dans l'État. Et l'accomplissement de l'humble labeur quotidien de chacun rend l'organisme vivant et indispensable dans le sein de la Patrie. L'État se décharge ainsi de mille fonctions qu'il exerce à l'heure actuelle sans nécessité. Il ne se réserve que celles de sa mission devant le monde, devant l'Histoire.

Conférence « État, Individu, Liberté », 28 mars 1935.

291. Dans le développement futur de cette forme de l'économie qui paraît révolutionnaire et qui est en fait très ancienne puisqu'elle est l'œuvre des vieilles corporations européennes, on arrivera à ne pas aliéner le travail comme une marchandise, à ne pas conserver cette relation bilatérale du travail, mais à faire que tous ceux qui interviennent dans la tâche,

tous ceux qui font partie de l'économie nationale et en font un tout complet, constitueront des syndicats verticaux qui n'exigeront ni comités paritaires, ni organismes de liaison, parce qu'ils fonctionneront organiquement, comme fonctionne l'Armée par exemple, sans que jamais l'idée soit venue à quiconque de former des Comités paritaires de soldats et de chefs.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

292. Selon notre plan [...] qui va donner à l'ouvrier une part beaucoup plus grande, et réserver au syndicat ouvrier une participation directe dans les fonctions de l'État, nous n'allons pas réaliser les progrès sociaux un par un, comme qui fait des concessions successives dans un marchandage, mais bien refaire la structure économique de haut en bas, d'une autre façon, sur des bases nouvelles et en conséquence nous arriverons à un ordre social beaucoup plus juste.

« Doctrine de la révolution espagnole », Discours au Parlement, 6 novembre 1934.

D

293. Allez à la campagne, allez ! Vous y verrez davantage, et mieux, comment l'État joue son rôle.

« Allez à la campagne ». [Non répertorié dans les Œuvres complètes]

294. Nous irons dans les campagnes et les villages d'Espagne pour transformer en élan leur désespoir. Pour les incorporer à l'entreprise commune. Pour changer en effort ce qui n'est aujourd'hui que la légitime férocité d'animaux sauvages, reclus dans leurs terriers, sans aucun des agréments et des joies de la vie humaine. C'est parmi les rochers et les chemins escarpés qu'on trouve l'Espagne, notre Espagne. C'est là que nous la trouverons pendant qu'au palais des Cortes quelques groupes politiques séquestreront leur victoire sans ailes.

« La victoire sans ailes », FE, 7 décembre 1933 (censuré), Arriba, 12 décembre 1933.

295. Avec une intelligente réforme agraire [...] et avec une réforme du crédit qui arracherait les cultivateurs, les petits industriels et les petits commerçants aux griffes dorées de l'usure bancaire, avec ces deux choses, on pourrait assurer pour cinquante ans le bonheur du peuple espagnol.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

296. [...] Deux choses manquent : une réforme du crédit, comme transition, vers la nationalisation, et une Réforme agraire qui délimiterait les

zones cultivables et les unités économiques de culture, qui y installerait révolutionnairement le peuple des travailleurs et rendrait à la forêt et à l'élevage les terres inaptes à la culture que grattent aujourd'hui des multitudes de malheureux condamnés à la faim perpétuelle.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

297. La vie rurale espagnole est absolument intolérable. La Réforme agraire est quelque chose de beaucoup plus vaste que le morcellement, de la division de la grande propriété et le regroupement de la petite propriété. La Réforme agraire est une chose beaucoup plus grande, beaucoup plus ambitieuse, beaucoup plus complète, c'est une entreprise fascinante et magnifique, mais qui ne pourra probablement se réaliser qu'à la faveur d'une conjoncture révolutionnaire.

« Sur la Réforme agraire », discours au Parlement, 23-24 juillet 1935.

298. La Réforme agraire n'est pas seulement pour nous un problème technique, économique, à étudier à froid dans les écoles. La Réforme agraire est la réforme totale de la vie espagnole. L'Espagne est presque toute entière campagne. La campagne c'est l'Espagne. Le fait que dans la campagne espagnole l'humanité des cultivateurs se voit imposer des conditions de vie intolérables n'est pas seulement un problème économique ; c'est un problème entier, religieux et moral. C'est pour cela qu'il est monstrueux de se pencher sur la Réforme agraire sans autre chose qu'un critère économique ; c'est pour cela qu'il est monstrueux d'opposer intérêt matériel à intérêt matériel, comme s'il ne s'agissait que de cela ; c'est pour cela qu'il est monstrueux que ceux qui luttent contre la Réforme agraire n'allèguent à cet effet que des titres de droits patrimoniaux, comme si ceux d'en face, ceux qui réclament depuis des siècles, des siècles de faim, n'aspiraient qu'à la possession patrimoniale et non à la possibilité intégrale de vivre en êtres humains et religieux.

Cette Réforme agraire comportera deux chapitres : primo, la réforme économique ; secundo, la réforme sociale.

Discours de clôture du deuxième congrès de la Phalange, Madrid, 17 novembre 1935.

299. La Réforme agraire espagnole devra comprendre deux parties, sinon elle ne sera qu'un remède partiel et probablement une aggravation des choses. En premier lieu, elle exige une réorganisation, économique du sol espagnol. Le sol espagnol n'est pas entièrement cultivable. Il y a des territoires immenses du sol espagnol où être fermier ou petit propriétaire revient également à perpétuer une misère dont ni les pères, ni les fils, ni les petits-fils ne pourront jamais se tirer. Il y a des terres absolument pauvres auxquelles l'effort ininterrompu de générations et de générations n'a jamais pu arracher plus de trois ou quatre

grains pour un. Tenir cloués à ces terres les habitants espagnols, c'est les condamner pour toujours à une misère qui se transmettra à leurs descendants.

Il faut commencer, en Espagne, par délimiter les zones habitables du territoire national. Ces zones constituent une superficie qui n'excède peut-être pas le quart du territoire et dans ces zones habitables il faut déterminer les unités de culture. Il n'est question ni de grande, ni de petite propriété, mais d'unités économiques de culture. Il y a des régions où la grande propriété est indispensable – la grande propriété, non le grand propriétaire, ce qui est autre chose – parce que seule la grande culture peut supporter les frais nécessaires pour que l'exploitation soit bonne... Il y a des régions où la petite propriété est un bon système de culture, il y a des régions où elle est désastreuse.

« Sur la Réforme agraire », discours au Parlement, 23-24 juillet 1935.

300. Ensuite, avoir le courage de reboiser les terres incultivables, de rendre à la forêt, à la nostalgie de la forêt, nos terres chauves, ou au pâturage, pour reconstituer notre élevage dont la richesse nous avait rendus forts et robustes. Enlever tout cela à la culture et ne plus jamais planter un soc dans cette aridité. Une fois délimitées les terres cultivables d'Espagne, procéder, à l'intérieur même de l'opération économique, à la reconstitution des unités de culture. Sur ce point, notre Conseil national a travaillé admirablement. D'une façon générale, on peut considérer trois types de culture (étant donné que, de ce point de vue, les régions du Nord et de l'Est sont comparables) : les grandes cultures de terrain sec qui imposent l'industrialisation et l'emploi de tous les moyens techniques nécessaires pour produire économiquement, et qui doivent être soumises à un régime syndical ; les petites cultures, en général cultures potagères ou cultures en terre irriguée ; celles-ci doivent être morcelées pour constituer l'unité familiale. Mais comme il arrive que pour beaucoup de terres, le morcellement a été exagéré et qu'on en est arrivé à une petite propriété anti-économique, il pourra y avoir dans beaucoup de cas, au lieu de morcellement, regroupement afin de former les unités de culture qui seront régies par les familles mêmes ou par un régime corporatif familial pour la fourniture des instruments de travail ou la vente des produits.

Il y a enfin d'autres grandes zones, d'un intérêt exceptionnel pour l'Espagne, par exemple, les terres à oliviers dont la culture laisse l'homme inoccupé pendant de longs mois. Les terres de cette catégorie devront avoir pour complément soit de petites cultures potagères où se transporteront les travailleurs pendant les périodes de chômage forcé, soit de petites industries accessoires de l'agriculture qui permettront aux paysans de vivre pendant ces longues périodes.

Une fois opérée cette classification des terres et une fois constituées ces unités économiques de culture, vient le moment de réaliser la réforme sociale de l'agriculture. Et d'abord, en quoi consiste, du point de vue social, la réforme de l'agriculture ? Elle consiste en ceci : il faut prendre le peuple espagnol, affamé depuis des siècles, et l'arracher aux terres stériles où se perpétue sa misère ; il faut le transporter sur de nouvelles terres cultivables ; il faut l'y installer sans délai, sans siècles d'attente, comme le veut la loi de contre-Réforme agraire.

Vous me direz : oui, mais en payant les propriétaires, ou non ? Et je vous réponds : Cela nous ne le savons pas ; cela dépendra des conditions financières du moment. Mais je vous dis ceci : pendant que nous étudions si nous sommes ou non en état de payer la terre, ce que l'on ne peut exiger c'est que des gens affamés depuis des siècles souffrent de l'incertitude de savoir si on fera ou non la Réforme agraire. La première mesure à prendre est d'installer les affamés ; ensuite, on verra si on peut payer les terres ; car il est plus juste et plus humain, et cela sauvera un plus grand nombre d'hommes, de faire la Réforme agraire au risque des capitalistes, plutôt qu'au risque des paysans. Et cela n'est d'ailleurs qu'une partie de la tâche : celle d'élever, sur le plan matériel, le niveau de vie de notre peuple ; il faudra ensuite l'unir par en haut. Il faudra lui donner une foi collective et lui inculquer, de nouveau, la primauté du spirituel.

Discours de clôture du deuxième congrès de la Phalange, Madrid, 17 novembre 1935.

301. Cela sera vraiment le retour à la terre, non dans le sens de *l'Églogue*^{*}, qui est celui de Rousseau, mais dans le sens des *Géorgiques*, qui est la manière profonde, sévère et rituelle de comprendre la terre.

Conférence « L'Espagne et la Barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

E

302. Des lois qui s'imposent à tous avec la même rigueur, voilà ce qui nous manque. Une extirpation implacable des mauvaises habitudes invétérées : la recommandation, l'intrigue, l'influence. Une justice rapide et sûre, et si parfois elle fléchit, que ce ne soit pas par lâcheté devant les puissants, mais par clémence pour ceux qui ont été entraînés. Mais cette justice-là, seul un État sûr de sa propre raison d'être peut la réaliser.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

F

* [NdÉ] Les églogues sont des poèmes bucoliques idéalisant la vie campagnarde ; les *Géorgiques* est une œuvre poétique de Virgile enracinée dans la réalité paysanne antique.

303. Comment, se demanderont certains, nos sympathies pour un pays ou un autre vont-elles influencer sur notre attitude ?

Tout d'abord, il est bien certain que parmi ceux qui sont ici, il n'y en a pas un seul ayant un esprit ouvert, qui n'ait été soumis à l'influence de nombreuses sympathies. Nous nous sommes tous penchés, les uns plus, les autres moins, et je suis parmi ces derniers, sur la culture européenne ; nous avons tous subi l'influence des lettres françaises, de l'éducation anglaise, de la philosophie allemande, et de la tradition politique italienne qui réalise en ce moment une expérience culminante que personne ne peut se dispenser d'étudier sérieusement, tout en restant libre assurément d'y apporter toutes sortes d'objections. Mais c'est une position d'intérêt purement espagnol, une position espagnole que je vais défendre, comme celles que vous allez tous défendre aussi.

« À propos de la politique internationale de l'Espagne », discours au Parlement, 2 octobre 1935.

304. Nous voulons une politique étrangère qui, à chaque instant, se détermine, pour la guerre ou pour la paix, pour la neutralité ou la belligérance, par la libre volonté de l'Espagne, et non par obéissance à n'importe quelle puissance extérieure.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

IV. CONSIGNES TACTIQUES

305. Il faut espérer qu'il ne reste plus d'insensés pour vouloir encore laisser passer une occasion historique (la dernière) au profit d'intérêts mesquins. Et s'il y en avait, sur eux tomberait toute votre rigueur, toute notre rigueur. Le pavillon du nationalisme n'est pas fait pour couvrir comme marchandise la faim – car il y a des millions d'Espagnols qui souffrent de la faim et il est urgent d'y porter remède. C'est pour cela qu'il faut lancer à toute vitesse la grande tâche de la reconstruction nationale. Il faut que tous soient appelés, avec ordre et méthode, à jouir de tout ce que l'Espagne produit et peut produire. Cela impliquera des sacrifices pour ceux qui profitent aujourd'hui de situations trop grandes dans la petite vie espagnole. Mais vous, trempés par la religion du service et du sacrifice, et nous, qui avons volontairement imposé à notre vie un sens ascétique et militaire, nous enseignerons à tous à supporter les sacrifices avec le sourire, le sourire de ceux qui savent qu'au prix de quelques renoncements matériels, ils sauvent

l'ensemble des principes éternels que l'Espagne, de par sa mission universelle, a annoncés à la moitié du monde.

Lettre aux Forces armées (écrite clandestinement en prison à Madrid), 4 mai 1936.

306. Au cours des siècles qui virent murir l'effort qui allait aboutir à l'Empire, on ne disait pas « Contre les Maures » mais « Saint Jacques et faisons l'Espagne ! », ce qui était un cri d'effort, d'offensive. Nous, disciples de cette école, nous ne sommes pas enclins à crier « À bas ceci, à bas cela ! ». Nous préférons crier « Debout ! Debout, l'Espagne ! »... L'Espagne une, grande, libre... et non l'Espagne découragée et médiocre.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

V. LE FAIT IMPÉRIAL OU LA DOCTRINE DU DERNIER MOT

307. Dans cette Espagne, qui n'a jamais été sur-industrialisée, qui n'est pas surpeuplée qui n'a pas souffert de la guerre, où nous avons la possibilité de refaire un artisanat qui subsiste encore en grande partie où nous avons une masse forte d'une trame solide, disciplinée et endurante, de petits producteurs et de petits commerçants, où l'ensemble des valeurs spirituelles est resté intact, dans cette Espagne, dis-je, qu'attendons-nous pour saisir l'occasion, et quelque ambitieux que cela puisse paraître, pour nous mettre, une fois de plus, à la tête de l'Europe ? Oui, qu'attendons-nous ?

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

308. Cette intégration de l'Homme et de la Patrie, qu'attendons-nous pour la faire ? Simplement que les partis de gauche et de droite se rendent compte que les deux choses sont inséparables.

Id.

309. Voici exactement ce que l'Espagne devrait se mettre à faire présentement : assumer le rôle d'harmonisation du destin de l'homme et de celui de la Patrie ; se rendre compte que l'homme n'est pas libre, ne peut pas être libre, s'il ne vit pas comme un homme, qu'il ne peut pas vivre comme un homme si on ne lui assure pas un minimum d'existence, qu'il ne peut pas avoir un minimum d'existence si on n'organise pas l'économie sur d'autres bases pour augmenter la prospérité matérielle de millions et de millions d'individus ; que l'économie ne peut pas être organisée sans un État fort et

organisateur, qu'il ne peut pas exister d'État fort et organisateur sinon au service d'une grande unité de destin, qui est la Patrie. Alors, tout fonctionnera mieux et la lutte titanesque et tragique entre l'homme et l'État oppresseur de l'homme sera terminée. Quand nous aurons réalisé tout cela (et cela peut être réalisé – car cela a été la clef de l'existence de l'Europe quand il y avait une Europe... et il faudra bien que l'Europe et l'Espagne y reviennent –), nous saurons que dans chacun de nos actes, dans les plus familiers, dans la plus humble de nos tâches quotidiennes nous servirons en même temps que notre destin individuel le destin de l'Espagne, de l'Europe et du Monde ; le destin total et harmonieux de la Création.

Id.

310. L'Espagne ne s'est jamais définie autrement que par l'accomplissement d'un destin universel, et l'heure est venue pour elle de l'accomplir. Le monde entier vit les derniers instants de l'agonie de l'ordre capitaliste et libéral. Le monde n'en peut plus parce que l'harmonie est rompue entre l'homme et son milieu, entre l'homme et la Patrie... Nous en sommes arrivés, à la fin de cette époque capitaliste, à ne plus nous sentir liés par rien, ni en haut, ni en bas ; nous n'avons plus ni destinée, ni Patrie commune, parce que chacun voit la Patrie du haut de l'étroite terrasse de son parti. Nous n'avons plus de vie en commun solide au point de vue économique, nous ne nous sentons plus fortement liés les uns autres à la surface de la terre.

Le capitalisme libéral débouche obligatoirement dans le communisme. Il n'y a qu'une manière profonde et sincère d'éviter l'avènement du communisme ; c'est d'avoir le courage de détruire le capitalisme, de le détruire avec l'aide de ceux-là mêmes qu'il favorise, s'ils veulent vraiment éviter que la révolution communiste ne jette par-dessus bord les valeurs religieuses, spirituelles et nationales de la tradition. S'ils le veulent, qu'ils nous aident à détruire le capitalisme et à implanter un ordre nouveau.

[...] cela est une haute tâche morale ; il faut rendre à l'homme sa valeur économique pour que les unités morales, famille, corporation, commune, redeviennent substantielles ; il faut que la vie humaine soit de nouveau sérieuse et sûre, comme en d'autres temps ; et pour cette grande tâche économique et morale, nous sommes, en Espagne, dans les meilleures conditions possibles. L'Espagne est le pays qui a le moins souffert des rigueurs du capitalisme. L'Espagne est le pays le plus en retard – et béni soit ce retard – dans le système du grand capitalisme. L'Espagne peut, la première, se sauver du chaos qui menace le monde. Et n'oubliez pas que, dans tous les temps, les paroles créatrices d'ordre ont été prononcées par une voix nationale. La nation qui lance la première les paroles des temps

nouveaux, est celle qui se met à la tête du monde. Voilà comment, si nous voulons, nous pouvons mettre l'Espagne, une fois de plus, à la tête du monde.

Discours « La Phalange avant les élections de 1936 », Madrid, 2 février 1936.

VI. SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE

311. Quelle position allons-nous conseiller à l'Espagne ? Quelqu'un en ces jours donnerait-il des conseils qui ne seraient pas inspirés par l'intérêt espagnol ? Comment penser qu'une sympathie déterminée envers un pays ou envers un autre va avoir une influence sur notre attitude ? C'est entre autres choses parce que certainement parmi nous tous qui sommes ici, il n'est personne ayant l'esprit ouvert qui n'ait subi l'influence de nombreuses sympathies étrangères. Nous nous sommes tous penchés, les uns plus, les autres moins (et je fus de ces derniers), sur la culture européenne, nous avons tous senti l'influence des lettres françaises, de l'éducation anglaise, de la philosophie allemande et de la tradition politique de l'Italie, de cette Italie qui est en train de réaliser une des expériences culminantes, une expérience culminante que personne ne peut éviter d'étudier sérieusement et à laquelle certainement personne n'est dispensé d'adresser quelque objection. C'est donc uniquement un intérêt espagnol, une position espagnole que je vais défendre maintenant, comme ceux certainement que vous allez défendre tous.

« À propos de la politique internationale de l'Espagne », discours au Parlement, 2 octobre 1935.

312. LA PATRIE. Nous voulons qu'on nous rende la fierté joyeuse d'avoir une patrie, une patrie exacte, légère, entreprenante, pure de taches ridicules, de traits d'opérettes et sans les souillures habituelles. Une patrie non pour la vanter dans de grosses effusions, mais pour être comprise et sentie comme l'instrument d'un grand destin.

Nous voulons une *politique internationale* qui se détermine à chaque instant pour la guerre ou pour la paix, pour la neutralité ou la belligérance, par la libre volonté de l'Espagne et non par soumission à une puissance étrangère.

C'est pourquoi nous exigeons que notre armée et nos forces navales et aériennes soient celles dont ont besoin l'indépendance de l'Espagne et la place hiérarchique qui lui correspond dans le monde.

Nous voulons que l'éducation soit faite pour arriver à un esprit national fort et uni et pour mettre dans l'âme des générations futures la joie et la fierté de la patrie.

Nous voulons que la patrie s'entende comme une réalité harmonieuse et indivisible, supérieure aux luttes des individus, des classes, des partis et des différences naturelles.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

313. Nous cherchons une patrie pour l'Espagne, et quand nous l'aimerons, l'Espagne retrouvera sa *politique internationale*, L'Espagne aura une politique qui lui conseillera en certains cas la paix, peut-être, malheureusement, en d'autres, la guerre, et en d'autres la neutralité, jamais par l'imposition d'une puissance étrangère, mais bien par la volonté de l'Espagne.

Discours à Saragosse, 26 janvier 1936.

VII. INVOCATION FINALE

314. Plus de cris de peur ! Nous voulons entendre la voix de commandement, qui lancera de nouveau l'Espagne, d'un pas résolu, sur le chemin universel des destinées historiques.

Discours « La Phalange avant les élections de 1936 », Madrid, 2 février 1936.

VIII. DEVANT LA DISSOLUTION DE LA PATRIE

Un groupe d'Espagnols, les uns soldats, les autres civils, ne veulent pas assister à la dissolution totale de la Patrie. Ils se lèvent aujourd'hui contre un gouvernement traître, inepte, cruel et injuste qui la conduit à la ruine.

Nous avons supporté cinq mois d'opprobre. Une espèce de bande factieuse s'est rendue maîtresse du pouvoir. Depuis son avènement, il n'y a plus une heure de tranquillité, un foyer respecté, un travail sûr, une vie garantie. Tandis qu'une collection d'énergumènes, incapables de travailler, vocifère à la Chambre, les maisons sont profanées par la police (quand elles ne sont pas incendiées par la tourbe), les églises saccagées, les gens de bien emprisonnés par caprice pour un temps illimité ; la loi use de deux poids inégaux : l'un pour les hommes du Front populaire, l'autre pour ceux qui n'y militent pas ; l'armée, la flotte, la police, sont minées par des agents de Moscou, ennemis jurés de la civilisation espagnole ; une presse indigne

empoisonne la conscience populaire et cultive les pires passions, de la haine à l'impudeur ; il n'y a pas un village, pas une maison qui ne soient convertis en un enfer de rancœurs ; on stimule les mouvements séparatistes ; la faim augmente et, pour que rien ne manque afin que le spectacle atteigne son caractère le plus sombre, des agents du gouvernement ont assassiné à Madrid un illustre espagnol qui avait confiance dans l'honneur et la fonction publique de ceux qui le conduisaient. La férocité canaille de ce dernier exploit n'a pas d'égal dans l'Europe moderne et peut être confrontée avec les pages les plus noires de la tchéka russe.

Tel est le spectacle de notre Patrie à l'heure juste où les circonstances du monde l'appellent à accomplir de nouveau un grand destin. Les valeurs fondamentales de la civilisation espagnole reprennent, après des siècles d'éclipse, leur antique autorité, tandis que d'autres peuples qui mirent leur foi en un progrès matériel fictif voient minute par minute décliner leur étoile. Devant notre vieille Espagne missionnaire et militaire, terrienne et maritime, s'ouvrent des chemins splendides. C'est de nous, Espagnols, que dépendra le fait de les parcourir, de ce que nous serons unis et en paix avec nos âmes et nos corps tendus dans l'effort commun de faire une grande Patrie. Une grande Patrie pour tous et rien pour un groupe de privilégiés. Une Patrie grande, unie, libre, respectée et prospère. Pour lutter pour elle, nous rompons aujourd'hui ouvertement avec les forces ennemies qui la tiennent prisonnière. Notre rébellion est un acte de service à la cause espagnole.

Si nous aspirions à remplacer un parti par un autre, une tyrannie par une autre, le courage – propre aux âmes pures – de risquer cette décision suprême nous manquerait. Il n'y aurait pas non plus pour nous des hommes portant les uniformes glorieux de l'Armée, de la Marine, de l'Aviation, de la Garde civile, ils savent que leurs armes ne peuvent pas être employées au service d'une bande, mais à celui du maintien de l'Espagne qui est ce qui est en péril. Notre triomphe ne sera pas celui d'un groupe réactionnaire et ne représentera pour le peuple la perte d'aucun avantage. Au contraire, notre œuvre sera une œuvre nationale qui saura élever les conditions de vie du peuple – vraiment épouvantables dans certaines régions – et le fera prendre part à la fierté d'un grand destin recouvré.

Travailleurs, paysans, intellectuels, soldats, marins, gardiens de notre Patrie, secouez la résignation devant le tableau de son écroulement et venez avec nous pour l'Espagne une, grande et libre ! Dieu nous aide ! Arriba España !

Le dernier manifeste de José Antonio, prison d'Alicante, 17 juillet 1936

TESTAMENT DE JOSÉ ANTONIO PRIMO DE RIVERA

Testament que José Antonio Primo de Rivera y Sáenz de Heredia, âgé de trente-trois ans, célibataire, avocat, né à Madrid et demeurant dans cette ville, fils de Miguel et de Casilda (qu'ils reposent en paix), a rédigé et passé par devant notaire, dans la prison provinciale d'Alicante, le dix-huit novembre mil-neuf-cent-trente-six.

Condamné à mort hier, je demande à Dieu que, s'Il ne m'évite pas d'arriver à ce moment critique, Il me conserve jusqu'à la fin la résignation digne sur laquelle je compte. Je Lui demande aussi qu'en jugeant mon âme Il ne prenne pas pour critère mes mérites mais qu'il applique Sa miséricorde infinie. Un scrupule me saisit. N'est-ce pas de la vanité et un excès d'attachement aux choses de la terre que de vouloir rendre compte, en cette conjoncture, de quelques-uns de mes actes ? Mais comme d'autre part, j'ai entraîné la foi de beaucoup de mes camarades dans une proportion très supérieure à ma propre valeur (que je connais trop bien, ce qui me fait écrire cette phrase avec la sincérité la plus simple et la plus contrite) et comme j'ai même amené d'innombrables d'entre eux à braver des risques et des responsabilités énormes, il me semblerait que m'éloigner de tous sans explication d'aucune sorte serait une ingratitude et un manque de considération.

Il n'est pas besoin de répéter maintenant ce que j'ai dit et écrit tant de fois sur ce que nous voulions nous, les fondateurs de la Phalange espagnole. Je m'étonne que trois ans après, l'immense majorité de nos compatriotes persiste encore à nous juger sans avoir commencé en aucune manière à nous comprendre et même sans avoir sollicité ou sans avoir accepté d'avoir la moindre information. Si la Phalange se consolide et devient une chose durable, je pense que tout le monde éprouvera de la douleur en pensant à tout le sang versé parce qu'on n'avait pas ouvert pour nous une brèche d'attention sereine entre la fureur d'un côté et l'antipathie de l'autre. Que je sois pardonné pour la part de responsabilités que j'ai eue dans le sang versé et que les camarades qui me précédèrent dans la voie du sacrifice m'accueillent comme le dernier d'entre eux.

Hier j'ai expliqué pour la dernière fois ce qu'était la Phalange au tribunal qui me jugeait. Comme en tant d'occasions, je répétais et je retournais les vieux textes de notre doctrine familière. Une fois de plus, j'observai que de nombreux visages, hostiles au début, montraient d'abord de la surprise, puis de la sympathie. Sur leurs traits, il me semblait lire cette phrase.

« *Si nous avions su que c'était cela, nous ne serions pas ici !* » Et certainement nous n'aurions pas été là : moi devant un tribunal populaire et les autres se tuant sur les champs de bataille d'Espagne. Mais ce n'était plus l'heure d'éviter cela et je me limitai à payer la loyauté et la vaillance de mes chers camarades en gagnant pour eux l'attention respectueuse de leurs ennemis.

Je visai cela et non à gagner avec une crânerie de pacotille la réputation posthume de héros. Je ne me rendis pas responsable de tout, ni ne me conformai à aucune autre variété du patron romantique. Je me défendis en utilisant les meilleures ressources de mon métier d'avocat que j'ai tant aimé et que j'ai cultivé avec tant d'assiduité. Peut-être qu'il ne manquera pas de commentateurs posthumes pour me reprocher de n'avoir pas préféré la fanfaronnade. En de tels cas, chacun fait ce qu'il veut. Quant à moi, en dehors du fait que je ne suis pas un premier rôle dans ce qui arrive, il aurait été monstrueux et faux de livrer sans défense une vie qui pouvait être encore utile et que Dieu ne me concéda pas pour la brûler en holocauste à la vanité comme un château de feu d'artifice. En outre, je ne me suis abaissé à aucune ruse blâmable et ma défense n'a compromis personne, mais bien au contraire, j'ai coopéré à celle de ma belle-sœur Margot et de mon frère Miguel, qui étaient jugés avec moi et menacés de très graves peines. Mais comme le devoir de ma défense me conseilla non seulement certains silences, mais encore certaines accusations fondées sur le soupçon qu'on m'avait isolé à dessein au milieu d'une région qu'on tint soumise à cette fin, je déclare que ce soupçon n'a pas, tant s'en faut, de preuves pour moi et que si le besoin d'explications, exaspéré par la solitude, put le nourrir de bonne foi dans mon esprit, aujourd'hui, devant la mort, il ne peut ni ne doit être maintenu.

Il me reste à rectifier un autre fait très différent. L'isolement absolu de toute communication où je vis depuis à peu près le début des événements a été seulement rompu par un journaliste nord-américain qui, avec l'autorisation des autorités locales, me demanda des déclarations dans les premiers jours d'octobre. Jusqu'à ce que je connus, il y a cinq ou six jours, l'instruction judiciaire contre moi, je n'ai pas eu de nouvelles des déclarations qu'on m'imputait, car ni les journaux qui les publièrent, ni aucun autre ne m'étaient accessibles. En les lisant aujourd'hui, je déclare que parmi, les différents paragraphes qu'on m'attribue, et qui sont inégalement fidèles dans l'interprétation de ma pensée, il en est un que je repousse complètement : celui qui blâme mes camarades de la Phalange de coopérer au mouvement, insurrectionnel avec des « *mercenaires venus du dehors* ». Je n'ai jamais dit une telle chose et je le déclarai nettement devant le tribunal, bien que cette déclaration ne me favorisât pas. Je ne peux pas injurier des forces militaires qui ont rendu à l'Espagne en Afrique des services héroïques. Et je ne peux

pas non plus lancer d'ici des reproches à des camarades dont j'ignore s'ils sont en ce moment sagement ou mal dirigés, mais qui tentent certainement d'interpréter de la meilleure foi, malgré le manque de communication qui nous sépare, mes consignes et ma doctrine de toujours. Dieu fasse que leur ardente droiture ne soit jamais profitable à d'autre service qu'à celui de la grande Espagne dont rêve la Phalange.

Plaise à Dieu que mon sang soit le dernier sang espagnol qu'on verse dans des discordes civiles. Plaise à Dieu que le peuple espagnol, si riche en qualités appréciables, trouve, dans la paix, la Patrie, le Pain et la Justice.

Je crois que je n'ai rien à dire de plus sur ma vie publique. Quant à ma mort prochaine, je l'attends sans jactance, car il n'est jamais gai de mourir à mon âge, mais sans protestation. Que Notre Seigneur l'accepte en tant que sacrifice pour compenser ce qu'il y a eu d'égoïste et de vain dans une grande partie de ma vie. Je pardonne de toute mon âme à tous ceux qui ont pu me faire du tort ou m'offenser, sans aucune exception et je prie que tous ceux auxquels je dois la réparation d'un dommage grand ou petit me pardonnent. Cela fait, je passe à exprimer ma dernière volonté dans les clauses suivantes :

1° Je désire être enterré, suivant les rites de la religion catholique, apostolique et romaine que je professe, en terre bénite et sous la protection de la Sainte Croix.

2° J'institue comme mes héritiers à parts égales mes quatre frères et sœurs Miguel, Carmen, Pilar et Fernando Primo de Rivera y Sáenz de Heredia, avec le droit d'augmenter leur part de celle que laisserait l'un d'eux s'il me précédait dans la mort sans laisser de descendance. S'il en laissait, que la part qui serait échue à mon frère mort avant moi passe à celle-ci en parts égales. Cette clause est valable bien que la mort de mon frère ait eu lieu avant que je ne dépose ce testament.

3° Je n'ordonne aucun legs ni n'impose à mes héritiers aucune charge juridiquement exigible mais je les prie :

a) de veiller en utilisant tous mes biens au bien-être de notre tante Maria-Jesus Primo de Rivera y Orbaneja dont nous ne pourrions pas payer, même par des trésors de reconnaissance, l'abnégation maternelle et le caractère affectueux pendant les vingt-sept ans où elle s'occupa de nous.

b) de donner en souvenir quelques-uns de mes biens et de mes objets usuels à mes compagnons de bureau, spécialement à Rafael Garcerán, Andrés de la Cuerda et Manuel Sarrión, qui, pendant, des années et des années, furent si loyaux, si efficaces

et si patients en ma compagnie fort peu commode. Je les remercie comme tous les autres et je leur demande de se souvenir de moi sans trop d'ennui.

c) de répartir aussi d'autres objets personnels entre mes meilleurs amis qu'ils connaissent bien, et plus particulièrement entre ceux qui le plus longtemps et le plus près de moi ont partagé avec moi les joies et les épreuves de notre Phalange espagnole. Eux et les autres camarades occupent en ce moment une place fraternelle dans mon cœur.

d) de donner une gratification aux plus anciens serviteurs de notre maison que je remercie de leur loyauté et auxquels je demande pardon pour les incommodités qu'ils me doivent.

4° Je nomme exécuteurs testamentaires, chargés de répartir mon héritage, solidairement pour une durée de trois ans et avec les attributions habituelles maxima les chers amis de toute ma vie Raimundo Fernández Cuesta y Merelo et Ramón Serrano Súñer, que je prie spécialement :

a) de réviser mes papiers privés et de détruire tous ceux de caractère intime, ceux qui contiennent des travaux purement littéraires et ceux qui sont de simples ébauches et projets en période arriérée d'élaboration, comme toute œuvre interdite par l'Église ou de lecture pernicieuse qui pourrait se trouver parmi mes écrits.

b) de réunir tous mes discours, articles circulaires, prologues de livres, etc., non pour les publier – sauf s'ils le jugent indispensable – mais pour qu'ils servent de pièces justificatives quand on discutera de cette période de la politique espagnole où mes camarades et moi nous sommes intervenus.

c) de prévoir de se substituer d'urgence à moi à la direction des affaires professionnelles qui m'ont été confiées, avec l'aide de Garcerán, Sarrión et Matilla et d'encaisser quelques honoraires qu'on me doit.

d) de faire parvenir le plus vite et le plus sûrement possible aux personnes et aux groupes auxquels j'ai fait du tort et dont je parle dans l'introduction de ce testament les rectifications solennelles qu'il contient.

Je les en remercie très cordialement dès maintenant. Je laisse, rédigé en ces termes, mon testament à Alicante ce dix-huit novembre mil-neuf-cent-trente-six, à cinq heures de l'après-midi, sur trois feuilles en plus de celle-ci, toutes numérotées, datées et signées en marge.

Table des matières

PREMIÈRE PARTIE. DOCTRINE

I. Les bases intellectuelles.....	T. I, 1
II. Le concept de l'homme.....	T. I, 1
III. La liberté humaine.....	T. I, 4
IV. Propriété et travail, attributs élémentaires de L'homme.....	T. I, 4
V. Concept de la vie.....	T. I, 4
VI. Le peuple.....	T. I, 5
VII. L'histoire.....	T. I, 5
VIII. Patrie, patriotisme.....	T. I, 7
IX. Théorie de la nation.....	T. I, 10
X. L'État.....	T. I, 13
XI. La politique.....	T. I, 15
XII. Théorie de la révolution.....	T. I, 18
XIII. Le commandement.....	T. I, 22

SECONDE PARTIE. CRITIQUE

I. Critique du libéralisme politique.....	T. I, 23
II Critique du libéralisme économique.....	T. I, 29
III Critique du marxisme.....	T. I, 37
IV Le libéralisme espagnol.....	T. I, 41
V. L'État corporatif et les autres formes d'État.....	T. I, 44
VI. La Phalange espagnole des JONS n'est pas un mouvement fasciste.....	T. I, 45
VII. Critique générale de la politique espagnole.....	T. II, 1

TROISIÈME PARTIE DIRECTIVES PRATIQUES

I. La jeunesse sous les intempéries.....	T. II, 22
II. L'instrument de la révolution.....	T. II, 26
III. La tâche de la révolution.....	T. II, 35
IV. Consignes tactiques	T. II, 44
V. Le fait impérial ou la doctrine du dernier mot.....	T. II, 45
VI. Sur la politique internationale.....	T. II, 47
VII. Invocation finale.....	T. II, 48
VIII. Devant la dissolution de la patrie.....	T. II, 48

TESTAMENT DE JOSÉ ANTONIO PRIMO DE RIVERA	T. II, 50
---	-----------

